

Louvain School of Management

L'évolution des FinTechs contribue-t-elle à élargir l'accès au monde financier dans les pays africains en voie de développement ?

Auteure : Léa Gourmet

Promoteur : Prof. Nsabimana André

Année académique 2023-2024

Master [120] en ingénieur de gestion finalité spécialisée en International Finance

Horaire de jour

Declaration Regarding AI Tool Usage in Master's Thesis

We recognize that AI tools might be valuable aids during the master's thesis work, but they are not infallible. Remember that transparency fosters trust, and acknowledging AI's role enhances the credibility of your work.

Therefore, when deciding to use such a tool, you need to adhere to the following principles of responsible use of AI.

1. Critical Evaluation :

- We critically assessed the AI-generated output, ensuring its alignment with our research objectives.
- Any modifications or corrections were made based on our expertise and domain knowledge.

2. Transparency :

- We acknowledge the use of [NAME TOOL / SERVICE] transparently, emphasizing that it contributed to our work but did not replace human judgment.
- Our commitment to transparency ensures the integrity of this thesis.

3. Ethical Considerations :

- We actively monitored for biases or unintended consequences introduced by the AI tool.
- Our ethical responsibility guided our decisions throughout the research process.

Declaration (This declaration is mandatory and must appear on the first page (after the title page) of the document.

During the preparation of this master's thesis, the author(s) utilized [NAME TOOL / SERVICE] for the following purpose:

1.[REASON]: During this work, artificial intelligence was only used to correctly reformulate texts I had written myself. I'd write all my content myself in a fairly simple way, and once I'd finished I'd ask chat GPT to improve my sentences so that they were better structured and more attractive to read. Once I'd reformulated the text, I'd adjust it in my own way.

2.

After using Open AI Chat GPT, the author(s) diligently reviewed and edited the content produced by the tool. We take full responsibility for the final content presented in this thesis.

By signing this declaration, we affirm that the content of this master's thesis reflects our original work, augmented by the responsible use of AI.



Je tiens tout d'abord à remercier mon promoteur, Monsieur André Nsabimana, qui a supervisé l'élaboration de ce travail. Je le remercie pour sa disponibilité, ses conseils et son suivi.

Je voudrais également remercier toutes les équipes académiques de l'UCLouvain et de la Louvain School of Management pour m'avoir transmis tant de connaissances tout au long de mon parcours scolaire, ce qui a grandement contribué à la réalisation de ce mémoire.

J'aimerais aussi remercier mes parents de m'avoir soutenu durant toutes mes études.

Finalement, je remercie ma cousine et ma tante pour la relecture et la correction de ce mémoire.

Table des matières

1	Introduction	1
1.1	Contexte et justification du sujet	1
1.2	Problématique et objectifs du mémoire	1
1.3	Méthodologie et structure du mémoire	2
2	Cadre théorique et conceptuel	2
2.1	Fintech	2
2.1.1	<i>Définition</i>	2
2.1.2	<i>Historique et évolution de la fintech</i>	4
2.1.3	<i>Différents types de fintech</i>	5
2.1.4	<i>Types de fintech les plus utilisés en Afrique</i>	9
2.2	Inclusion financière	9
2.2.1	<i>Définition</i>	9
2.2.2	<i>Indicateurs fondamentaux de l'inclusion financière</i>	10
2.2.3	<i>Identification des pays en voie de développement en Afrique</i>	10
3	Situation actuelle et initiatives dans les pays en voie de développement	11
3.1	Etat général de l'inclusion financière en Afrique	11
3.1.1	<i>Etat de l'inclusion financière dans les pays africains sélectionnés</i>	12
3.2	Régulation et cadre légal des fintechs en Afrique	14
3.3	Initiatives et programmes fintech en faveur de l'inclusion financière	16
3.3.1	<i>Les Organisations internationales en faveur de l'inclusion financière en Afrique</i>	16
3.3.2	<i>Initiatives globales des fintechs</i>	18
3.3.3	<i>Initiatives nationales des fintechs</i>	20
3.3.4	<i>Cas de fintech réussissant en Afrique</i>	21
4	Impacts des fintechs sur l'inclusion financière	24
4.1	Avantages des fintechs pour l'inclusion financière en Afrique	24
4.2	Inconvénients et défis des fintechs pour l'inclusion financière en Afrique	26
5	Conclusion de la revue de littérature	27
5.1	Hypothèse basée sur la revue littéraire	28
6	Phase Empirique	28
6.1	Approche conceptuelle de notre recherche	28
6.2	Choix des variables.....	29

6.3	Collecte de données.....	31
6.4	Méthode d'analyse	31
6.5	Présentation, analyse et interprétation des résultats	32
6.5.1	<i>Impact et significativité</i>	32
6.5.2	<i>Terme d'erreur</i>	34
6.5.3	<i>Corrélation</i>	36
7	Limitations du mémoire	37
8	Perspectives futures.....	38
9	Conclusion générale	40
10	Bibliographie.....	41
11	Annexes	47

1 Introduction

1.1 Contexte et justification du sujet

Le secteur de la fintech, initialement composé de petites startups, inclut aujourd'hui des entreprises de plusieurs milliards de dollars. Cette émergence représente une avancée majeure, apportant des solutions numériques innovantes qui transforment la manière dont les services financiers sont accessibles et utilisés. Simultanément, le nombre de personnes utilisant les technologies financières, a véritablement augmenté, principalement dans le domaine des paiements numériques où l'on prévoit que la base mondiale d'utilisateurs dépassera les 3,5 milliards fin 2024 (Statista, 2024). Cela démontre l'importance capitale de ce secteur dans le monde financier actuel.

De plus, dans les pays africains en voie de développement, où l'accès aux services financiers traditionnels est souvent limité par des obstacles économiques et infrastructurels, les fintechs apparaissent comme une opportunité pour améliorer l'inclusion financière. Nous avons donc trouvé cela pertinent de se focaliser sur ces pays en particulier étant donné qu'une grande partie de la population reste exclue du système financier formel. C'est pourquoi, la question de recherche est la suivante : « *L'évolution des FinTechs contribue-t-elle à élargir l'accès au monde financier dans les pays africains en voie de développement ?* »

1.2 Problématique et objectifs du mémoire

L'objectif principal est d'analyser les défis et les opportunités posés par l'évolution des fintechs pour l'inclusion financière dans les pays africains en développement. La problématique centrale consiste à déterminer dans quelle mesure ces technologies contribuent à élargir l'accès aux services financiers pour des populations souvent exclues des systèmes bancaires traditionnels. Cette étude permettra également de comprendre comment les innovations technologiques peuvent transformer le paysage financier et améliorer la qualité de vie dans ces régions.

1.3 Méthodologie et structure du mémoire

Le mémoire est structuré de façon à offrir une analyse approfondie de la problématique étudiée.

Dans un premier temps, une analyse de la littérature existante sera menée pour comprendre les concepts clés liés à l'inclusion financière et aux fintechs. En se basant sur des revues littéraires et des documents officiels, on évoquera la situation actuelle, les initiatives des technologies financières dans les pays en voie de développement ainsi que leurs impacts sur l'inclusion financière. Cette analyse permettra de comprendre en profondeur le sujet de recherche et de développer nos hypothèses.

Dans un second temps, nous procéderons à une vérification empirique en menant une analyse statistique à l'aide d'une régression linéaire multiple afin de tester les hypothèses formulées sur une base théorique.

Finalement, nous terminerons ce mémoire en abordant les limites théoriques et empiriques ainsi que les perspectives de recherches futures liées à la problématique. Le mémoire se terminera par une conclusion générale.

2 Cadre théorique et conceptuel

2.1 Fintech

2.1.1 Définition

Tout d'abord, la fintech est un dérivé des mots Financial et Technology, c'est un concept qui se situe entre le secteur financier, les technologies de l'information (IT) et l'innovation (Giglio, 2021). Le mot fintech est un terme assez vaste qui peut être défini d'une part comme un service financier utilisant des technologies avancées et innovantes afin de satisfaire les exigences du secteur bancaire et financier. D'une autre part, le mot fintech désigne les entreprises, principalement les start-ups qui facilitent ce type de services (Zavolokina et al., 2016). Cela signifie que ces acteurs transforment et adaptent les modèles traditionnels pour proposer des solutions innovantes conçues pour améliorer et automatiser les processus de prestation des services financiers.

L'un des objectifs premiers des entreprises de technologies financières est de proposer de nouvelles idées afin de rendre l'utilisation de ces pratiques plus avantageuses pour les clients. Grâce à l'automatisation, la finance digitale a la possibilité d'offrir des services personnalisés à ses clients sans barrières géographiques ou temporelles (Siddiqui & Andres Rivera, 2022). Cela permet également d'améliorer la transparence, la flexibilité et la rapidité, de réduire les coûts, d'éliminer les intermédiaires, et surtout de favoriser l'accès à l'information et aux services financiers (Zavolokina et al., 2016).

Selon Lee et Shin, la fintech est perçue comme un écosystème qui a besoin de certains agents afin de se développer et de croître en permanence. Les voici :

- **Les start-ups fintech** occupent une position centrale dans cet écosystème. Elles ont été les premières à innover et dynamiser le monde de la finance en offrant des services plus avantageux aux clients, ce qui a suscité une frayeur auprès des banques.
- **Les développeurs de technologies** sont constamment en train de créer et analyser de nouveaux concepts tels que le cloud computing, l'intelligence artificielle, le Big data ce qui permet de créer un environnement favorable aux startups fintech et de répondre le plus efficacement possible aux besoins de leurs clients.
- Depuis la crise financière de 2008, **les gouvernements** ont instauré un cadre réglementaire propice aux technologies financières, visant à stimuler l'innovation dans ce secteur et à renforcer la compétitivité financière à l'échelle mondiale (Shin & Lee 2017).
- **Les clients financiers** représentent la principale source de revenus pour les start-ups fintech. Selon Holland Fintech, ce sont les milléniales (18-34 ans) qui utilisent principalement ces services technologiques, ce qui assure donc un avenir prospère pour ce secteur étant donné qu'ils représenteront une grande partie de la population.
- Suite à l'émergence et à la croissance rapide de la technologie numérique, **les institutions financières traditionnelles** ont dû s'adapter en révisant leurs modèles commerciaux existants et en élaborant des stratégies pour concurrencer l'innovation des technologies financières.

2.1.2 Historique et évolution de la fintech

L'histoire de la fintech peut être divisé en 3 périodes représentatives. La Fintech 1.0 est une ère où nous retrouvons principalement l'industrie analogique. La Fintech 2.0 désigne la phase durant laquelle le secteur financier a intégré les technologies informatiques et numériques afin de moderniser et optimiser ses opérations. En revanche, les phases Fintech 3.0 et 3.5 représentent l'ère actuelle, où l'innovation numérique est principalement propulsée par les startups financières et les grandes entreprises technologiques. Ces entités sont désormais les principaux moteurs du développement et de l'implémentation de nouvelles solutions technologiques dans le domaine financier (Setiawan & Maulisa, 2019).

Fintech 1.0 (1866-1967)

Les origines de la fintech remontent au début de la mondialisation financière lors de la première interconnexion de câble transatlantique entre l'Europe et l'Amérique en 1866. A cette époque, le secteur financier est encore largement une industrie analogique jusqu'aux alentours des années 50, lorsqu'est survenue la création de la célèbre carte de crédit et le premier guichet automatique. Ces développements sont considérés comme le début de l'ère de la Fintech (Giglio, 2021).

Fintech 2.0 (1967-2008)

C'est au cours de cette période que l'industrie de la technologie financière telle que nous la connaissons fait sa grande apparition. À partir de là, ce secteur a évolué rapidement, ce qui a permis un progrès rapide dans les systèmes de paiement électronique (Setiawan & Maulisa, 2019) ainsi que la création de la toute première expérience bancaire sur internet. La forte croissance de l'utilisation du smartphone a également fait progresser le monde de la finance, en permettant aux utilisateurs de consulter leurs comptes bancaires et d'effectuer des transactions via leur portable.

Fintech 3.0 et 3.5 (2008 – Maintenant)

Suite à la crise financière de 2008, l'image des banques traditionnelles a été ébranlée et a modifié la perception du public envers ces banques qui étaient considérées comme stables (Beck & Smits, 2018). Le déclin de la perception publique, l'introduction de réglementations plus strictes et des conditions politico-économiques défavorables, sont les principaux facteurs

qui ont poussé de nombreux professionnels du secteur bancaire à adopter un modèle alternatif. Leur objectif était de rendre la finance plus accessible et innovante, tout en offrant une valeur ajoutée par rapport aux banques traditionnelles, tels que des solutions plus personnalisées et des technologies avancées (Setiawan & Maulisa, 2019). Cela a ouvert de nouveaux horizons aux entreprises fintech, tels que le crowdfunding, les prêts peer-to-peer et la technologie blockchain. La Fintech 3.5, quant à elle, fait référence à cette phase d'innovation où les startups fintech se déploient dans les pays du tiers monde. Leur montée dans les régions en développement telles que l'Asie, l'Afrique et l'Amérique du Sud, a été principalement motivée par des objectifs économiques. On considère que le tiers monde est un nouveau projet étant donné qu'une grande partie de leur population, traditionnellement exclue par les critères classiques de crédit, est jugée inéligible aux services financiers essentiels (Setiawan & Maulisa, 2019).

2.1.3 Différents types de fintech

Les entreprises de technologie financière proposent une vaste gamme de services qui permettent de stocker, épargner, emprunter, investir, déplacer, dépenser et protéger l'argent. Nous retrouvons six modèles économiques qui sont mis en œuvre par les acteurs de la fintech (Shin et Lee, 2017).

- Modèle économique de paiement

Ce modèle économique est l'un des services le plus rapide en terme d'évolution et le plus simple à proposer aux consommateurs. Il peut être présenté sous deux formes, les paiements aux consommateurs et aux détaillants incluant également les paiements de gros et ceux aux entreprises. C'est dans les années 2000, suite au développement du commerce en ligne, que certaines startups se sont mises à proposer de nouvelles perspectives en matière de paiement de détail (cartes, prélèvements, virements) à moindre coût. De plus, sa forte utilisation s'explique par le fait qu'il s'agit de l'un des modèles économiques les moins réglementés par la loi, ainsi que par sa capacité à améliorer l'expérience client grâce à des services simplifiés, rapides, pratiques et accessibles (Shin et Lee 2017). Les services de paiement peuvent également se retrouver sous forme de prestataires tiers tels que Paypal, Paybox, Payzen et Bluepaid, servant de plateformes intermédiaires facilitant les transactions en ligne entre consommateurs et commerçants.

- Modèle économique de gestion de patrimoine

Parmi les modèles commerciaux populaires dans la fintech de gestion de patrimoine, on trouve les conseillers automatisés, ou "robo-advisors". Ces outils fournissent des conseils financiers à des coûts bien inférieurs à ceux des conseillers traditionnels. En utilisant des algorithmes, ils recommandent des portefeuilles d'investissement adaptés aux préférences et aux caractéristiques de chaque investisseur. Ce modèle tire parti des tendances démographiques et des comportements des consommateurs qui favorisent les stratégies d'investissement automatisées et passives. Il bénéficie également d'une structure tarifaire simple et transparente, ainsi que de faibles coûts opérationnels permettant des investissements initiaux minimales (Shin & Lee, 2017).

- Modèle économique de financement participatif (Crowdfunding)

Le terme "crowdfunding" se traduit littéralement par "financement par la foule" et est plus couramment appelé financement participatif. Ce mécanisme est tout simplement le financement (funding) d'un projet venant d'un grand nombre de souscriptions de la foule (crowd) (Bessière & Stéphanie, 2017). Nous pouvons donc dire que le crowdfunding est un mécanisme de financement qui permet à des individus ou des entreprises de collecter des fonds auprès d'un large groupe de personnes, généralement via des plateformes en ligne (Bessière & Stéphanie, 2017). Ce modèle de financement a vu le jour grâce aux défis rencontrés par un grand nombre de personnes à trouver un financement pour leur projet venant d'approches plus traditionnelles telles que des prêts bancaires ou des investissements en capital-risque. Le financement participatif va offrir aux entrepreneurs, aux artistes, aux innovateurs et à toute personne voulant créer son projet à trouver des fonds auprès de nombreuses petites contributions, en contournant les intermédiaires financiers qui sont présents lors des financements traditionnels (Bessière & Stéphanie, 2017).

Le crowdfunding peut prendre différentes formes, notamment :

1. Le financement par dons (donation crowdfunding) : ce modèle est l'un des plus anciens et est principalement utilisé pour financer des projets dans des domaines liés au sport, à la culture ou encore à l'humanitaire. En se rendant sur ces plateformes, les contributeurs trouveront un certain nombre d'associations qu'ils peuvent soutenir en faisant des dons financiers sans attendre de contrepartie financière en retour. Dans

certains cas, les dons effectués aux organismes peuvent faire l'objet de réduction d'impôts, et un reçu vous sera alors envoyé (Onnée & Renault, 2013).

2. Le financement par dons contre récompense (reward-based crowdfunding) : le crowdfunding basé sur la récompense est le type de financement le plus connu du public. Il consiste à verser de l'argent dans un projet en échange de récompenses non financières. Celles-ci peuvent être matérielles comme un accès anticipé à un produit ou toute marchandise liée au projet. Les contreparties peuvent être également immatérielles, comme des remerciements sous forme de lettre ou afficher le nom des participants sur le site web pour montrer leur contribution. Ou il peut s'agir de représentations et de projections privées, d'expériences de formation et d'éducation, de l'utilisation gratuite de services commerciaux en cours de développement, etc (Shneor et al., 2020). Nous pouvons ainsi conclure que ce modèle est très apprécié car il permet de collecter des fonds sans céder de parts dans l'entreprise ni contracter de dettes. Il suffit simplement de récompenser le donateur pour exprimer notre gratitude pour son soutien.

3. Le financement par l'investissement en titres financiers émis par une entreprise (crowdfunding) notamment en fonds propres (equity crowdfunding) : ce modèle permet aux entreprises en phase de croissance de lever des fonds auprès de particuliers en échange de participation dans la société comme des actions, ils ont donc le droit à une part des bénéfices futurs. De plus, il existe deux pratiques venant de ce modèle basé sur l'investissement. Premièrement, nous retrouvons le modèle club qui regroupe majoritairement des personnes fortunées qui s'associent pour investir collectivement dans des entreprises, on parle donc d'un club fermé. Deuxièmement, le modèle du holding consiste à recueillir des fonds auprès d'un large éventail de personnes et à les centraliser au sein d'une entité de gestion, la holding réinvestit ensuite ces fonds dans le projet concerné (Onnée & Renault, 2013).

- Modèle économique de prêt

Les plateformes de crowdlending permettent de récolter une somme d'argent nécessaire pour par exemple créer une entreprise, renforcer son capital ou tout simplement financer un projet précis en recherchant des fonds afin de se financer auprès d'investisseurs particuliers. Le crowdlending s'adresse principalement aux entreprises, il s'agit d'accorder un prêt à celle-

ci venant de particuliers. Il peut également s'appliquer aux particuliers (Peer-to-peer lending), dans ce cas, ce sont des particuliers qui empruntent près d'autres particuliers. Ces deux méthodes peuvent se faire avec ou sans versement d'intérêts sur une période déterminée (Onnée & Renault, 2013). Ces plateformes ne servent que d'intermédiaires, elles mettent en relation le prêteur et l'emprunteur en proposant des taux d'intérêt intéressants grâce à leur structure efficace (Shin et Lee 2017).

- Modèle économique du marché des capitaux

Le monde de la fintech fait également irruption dans le domaine des marchés financiers en matière d'investissement, de changes, de trading, de gestion des risques et de recherche (Shin et Lee 2017).

Les fintechs spécialisées dans le trading offrent aux investisseurs et aux traders une plateforme pour échanger des connaissances, passer des ordres d'achat et de vente sur des actions et surveiller les risques en temps réel. Elles jouent également un rôle crucial dans la facilitation des transactions en devises étrangères, un domaine traditionnellement réservé aux grandes institutions financières. En réduisant les coûts et les obstacles, ces technologies financières ouvrent la voie à des transactions sécurisées et instantanées pour les particuliers et les petites et moyennes entreprises, le tout accessible via des appareils mobiles. Elles proposent des tarifs plus compétitifs et des options de paiement plus flexibles, contribuant ainsi à rendre les marchés financiers plus accessibles (Shin et Lee 2017).

- Modèle économique des services d'assurance

Le rôle des fintechs dans les services d'assurance est de faire bénéficier les clients d'une relation plus directe avec l'assureur ainsi que d'offrir des produits adaptés aux besoins des clients en se basant sur l'analyse des données pour calculer le risque. Ces modèles économiques sont largement intégrés dans le mode de fonctionnement des assureurs traditionnels étant donné qu'ils permettent d'élargir la collecte de données pour compléter le leur et donc améliorer l'analyse de risque (Shin & Lee 2017).

Voici donc un aperçu des principaux types de fintech observés à l'échelle mondiale. Il est important de noter que ces technologies financières ne sont pas toutes présentes sur le continent africain. Dans la section suivante, nous nous concentrerons sur les deux qui sont particulièrement répandues et largement utilisées en Afrique.

2.1.4 Types de fintech les plus utilisés en Afrique

Tout d'abord, le continent africain connaît une avancée remarquable dans le domaine des paiements mobiles, avec une adoption croissante des solutions telles que les portefeuilles électroniques et les virements d'argent par téléphone portable. Ces services offrent une alternative pratique et sécurisée aux méthodes de paiement traditionnelles. Cette tendance s'est particulièrement accélérée pendant la pandémie de COVID-19, lorsque les mesures de distanciation physique ont poussé les consommateurs à se détourner de l'argent liquide en faveur de moyens de paiement plus numériques.

Ensuite, en Afrique, les fintechs spécialisées dans les prêts et crédits jouent un rôle de plus en plus important. Elles offrent des prêts non garantis et des services financiers numériques sans nécessiter de garanties ou d'interactions en face-à-face. De plus, les PME profitent grandement des innovations financières, qui offrent des prêts rapides et des paiements mobiles pratiques aidant ainsi les PME à surmonter les obstacles. Bien que la pénétration du crédit reste faible comparée aux standards mondiaux, les technologies financières se concentrent sur des prêts à faible risque et des solutions comme le "buy-now-pay-later" (BNPL), créant ainsi d'énormes opportunités de croissance (Flötotto et al., 2022).

2.2 Inclusion financière

2.2.1 Définition

L'inclusion financière désigne les initiatives visant à combattre l'exclusion bancaire et financière. Elle a pour but de regrouper divers produits et services financiers (transactions, paiements, épargne, crédit, assurance) afin de les rendre les plus accessibles possible aux individus et aux entreprises (World bank, s. d.). C'est-à-dire proposer des services utiles, à faible coût, adaptés aux différents besoins et provenant de fournisseurs fiables. De plus, l'accès aux services financiers occupe une place importante dans la réalisation de certains objectifs du programme de développement durable (UNCDF, s. d.). Elle est considérée comme un facteur de progrès pour sept des dix-sept objectifs de développement durable. Cela démontre donc l'importance de l'inclusion financière en termes de croissance économique globale, de réduction de la pauvreté et de promotion de la prospérité. On peut ainsi la considérer comme une priorité essentielle en terme de développement.

À l'échelle mondiale, l'inclusion financière continue de progresser. En effet, la proportion

d'adultes possédant un compte bancaire a augmenté de 10% au cours des dix dernières années, atteignant ainsi 76% en 2021 (Global Findex, 2021). Cependant, il est essentiel de reconnaître qu'en 2021, 1,4 milliard d'adultes n'avaient toujours pas accès aux services bancaires, provenant principalement des pays en développement.

2.2.2 Indicateurs fondamentaux de l'inclusion financière

Les indicateurs de l'inclusion financière se divisent en deux dimensions : l'accès et l'usage des services financiers (AIF, 2011).

L'accès se rapporte à la possibilité d'utiliser les services et produits financiers offerts par les institutions formelles. Pour comprendre les niveaux d'accès, il est nécessaire d'identifier et d'examiner les obstacles potentiels à l'ouverture et à l'utilisation d'un compte bancaire, tels que le coût ou la distance des points de services bancaires (agences, distributeurs automatiques, etc.). Les données concernant l'accès sont généralement fournies par les institutions financières.

L'usage, quant à lui, se réfère à la performance, la portée et la profondeur des services et produits employés. Autrement dit, mesurer l'utilisation nécessite de recueillir des données sur la fréquence, la régularité et la durée d'utilisation au fil du temps.

2.2.3 Identification des pays en voie de développement en Afrique

Les pays en voie de développement, également appelés marchés émergents, sont des pays dont le régime d'économie planifiée est en cours de transformation. La population y a généralement un niveau de vie, de revenu et de développement économique inférieur à celui des pays développés (World Trade Organization, s. d.). Ces pays, situés principalement en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie, affichent un produit intérieur brut (PIB) inférieur à celui des pays développés, ce qui reflète leur économie moins développée. Les résidents ont également un accès limité aux services de santé et à l'éducation. De plus, en raison de leur PIB relativement bas, ces nations ont tendance à enregistrer des taux de croissance élevés, favorisant ainsi leur progression économique (Mbaloula, 2011).

Ce mémoire se concentrera principalement sur les régions comprenant les pays en développement situés sur le continent africain. Ce choix s'explique par le fait que ce continent

regroupe un pourcentage significatif de ce type de pays. De plus, l’Afrique est un choix pertinent étant donné qu’il fait face à des défis uniques en matière d’inclusion financière et bénéficie d’un environnement propice à l’adoption rapide des technologies mobiles et des innovations financières.

Afin d’identifier les pays en voie de développement, il est essentiel de sélectionner les indicateurs les plus pertinents qui correspondent à nos objectifs. Pour ce fait, le premier indicateur est l’indice de développement humain (IDH), qui correspond à un indice statistique composite qui intègre trois dimensions importantes : l’espérance de vie à la naissance, le niveau d’éducation et le revenu national brut par habitant. Il permet d’offrir une vue d’ensemble sur la qualité de vie des populations. Le deuxième indicateur sera le produit intérieur brut par habitant (PIB). Le PIB représente la richesse économique d’un pays et indique la capacité d’un pays à fournir des biens et services à ses citoyens.

Afin d’établir la liste des pays en développement, nous utiliserons les deux indicateurs mentionnés, en fixant des seuils basés sur les données du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et de la Banque mondiale. Les pays seront considérés comme en développement si leur indice de développement humain (IDH) est inférieur à 0,60 et si leur PIB par habitant est inférieur à 1 100 dollars. Cette approche nous permet de dresser une liste de 21 pays, comme détaillé en **Annexe 1**.

3 Situation actuelle et initiatives dans les pays en voie de développement

3.1 Etat général de l’inclusion financière en Afrique

Il est évident que l’Afrique progresse en matière d’inclusion financière, comme en témoignent les indicateurs clés tels que le niveau d’accès et l’utilisation des services financiers, qui ont connu une légère amélioration en 2022 (BCEAO, 2022). Des statistiques supplémentaires renforcent cette tendance, avec une augmentation du taux d’inclusion financière en Afrique subsaharienne, passant de 23 % en 2011 à 43 % en 2017 (IFC, 2018). De plus, entre 2011 et 2021, c’est en Afrique subsaharienne que le taux de possession de compte a enregistré la croissance la plus rapide, et entre 2014 et 2021, cette région a également observé la plus forte augmentation du taux d’utilisation des comptes (Findex, 2021).

Cependant, selon le rapport de l'UFA 2020, l'inclusion financière en Afrique reste largement insuffisante. En effet, 86% des pays africains ont moins de 50% de leur population interagissant avec le système financier, et 46% de ces pays enregistrent des taux inférieurs à 20% (Kone, 2019).

Cette exclusion financière touche particulièrement les populations rurales, les femmes et les jeunes. Les PME (Petites et Moyennes Entreprises) sont également concernées, elles font face à des obstacles significatifs, notamment en ce qui concerne l'accès au crédit et la formalisation de leurs activités. De plus, les coûts d'accès aux services de crédit auprès des banques ont augmenté, tandis que la rémunération de l'épargne des populations s'est dégradée.

Les systèmes financiers africains sont majoritairement composés de banques commerciales, de microfinances et de banques de développement, tandis que les marchés financiers sont encore en phase d'émergence ou en cours de restructuration. Cette composition des systèmes financiers contribue également aux défis rencontrés dans l'amélioration de l'inclusion financière. Les pays où la population est la plus exclue financièrement se trouvent principalement en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est, avec le Niger et la Guinée Conakry en tête de liste. Cette situation met en évidence les défis spécifiques de ces régions, où les infrastructures financières sont souvent insuffisantes pour répondre aux besoins de la population (Kone, 2019).

En conclusion, bien que des progrès aient été réalisés, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour améliorer la progression de l'inclusion financière en Afrique, principalement sur la question de l'accès aux services et de l'amélioration de la valeur des produits financiers pour tous les segments de la population, en particulier les plus vulnérables.

3.1.1 Etat de l'inclusion financière dans les pays africains sélectionnés

Grâce aux critères sur lesquels nous nous sommes basés, nous avons su établir une liste définie des pays d'Afrique en voie de développement. Dans cette partie, nous allons expliquer et examiner en détail le niveau d'inclusion financière de plusieurs pays figurant sur cette liste, en nous appuyant sur les indicateurs fondamentaux mentionnés précédemment ainsi que sur d'autres critères.

Le Burundi est classé comme l'un des pays les plus pauvres du monde, ce qui explique donc son très faible taux d'inclusion financière. En effet, seulement une petite partie de la population adulte au Burundi possède un compte dans une institution financière formelle. Cette situation est due à des disparités démographiques, des barrières géographiques telles que l'éloignement des points de service financier, ainsi qu'à un faible niveau d'éducation financière et une connaissance limitée des institutions financières.

L'inclusion financière en République Démocratique du Congo (RDC) est freinée par de nombreux défis économiques, sociaux et infrastructurels. Le pays souffre d'un environnement économique fragile, où l'infrastructure financière est sous-développée avec des institutions financières limitées par une couverture géographique. De plus, une partie de la population a peu confiance dans les institutions financières formelles, en raison des crises bancaires passées et de la fermeture d'institutions non viables au cours des dernières années. Tous ces facteurs expliquent donc ce faible taux de bancarisation et d'accès aux services financiers formels.

Malgré les efforts pour promouvoir l'inclusion financière en Somalie, notamment par le biais des services financiers mobiles, le taux d'inclusion financière reste limité. Cela s'explique par la limitation des services bancaires traditionnels et leur faible accessibilité. En effet, les infrastructures bancaires sont sous-développées et peu accessibles, avec environ deux tiers de la population adulte n'ayant pas de comptes dans des institutions financières formelles et un taux de possession de cartes de crédit extrêmement bas. Les Somaliens favorisent largement les services de transfert d'argent informels, ce qui reflète une faible confiance dans les institutions financières formelles. De plus, il existe également des disparités significatives dans l'accès aux services financiers.

Avec seulement 12% des adultes disposant d'un compte bancaire et 46% n'ayant accès à aucun service financier, même informel, Madagascar affiche l'un des taux d'inclusion financière les plus bas d'Afrique (Central Bank, 2023). Comme dans de nombreux autres pays en développement sur le continent, l'une des principales raisons de ce faible taux est l'accessibilité limitée aux institutions financières. Les banques et les institutions de microfinance (IMF) ne sont pas facilement accessibles pour tous, en particulier pour les populations rurales. De plus, plusieurs obstacles socio-économiques rendent les services financiers formels inaccessibles tels que les infrastructures insuffisantes (routes, réseau,

connectivité, électricité), un écosystème de paiement sous-développé, ainsi que la méfiance envers les services existants et le faible niveau d'éducation financière. Ces facteurs réduisent la capacité de la population à prendre des décisions financières éclairées.

Plusieurs stratégies nationales ont été mises en place pour promouvoir l'inclusion financière au Tchad. Cependant, ce pays reste parmi les moins inclusifs d'Afrique. Cette situation s'explique par un faible taux d'accès aux services financiers, ainsi que par les disparités régionales étant donné que les services financiers formels sont principalement concentrés dans les zones urbaines, laissant une grande partie de la population rurale sans accès. De plus, l'usage des services financiers formels est assez faible, la confiance est limitée dans les institutions financières et il existe des inégalités importantes dans l'accès aux services financiers, influencées par des facteurs tels que le genre, l'éducation et le niveau de revenu.

Pour résumer, nous pouvons constater que Le Burundi, la République Démocratique du Congo, la Somalie, Madagascar et le Tchad illustrent chacun à leur manière les obstacles à surmonter face à l'inclusion financière, tels que les disparités géographiques, l'accessibilité limitée aux institutions financières, le faible niveau d'éducation financière, l'infrastructure insuffisante, ainsi que la méfiance envers les institutions financières formelles. Malgré les efforts nationaux et internationaux mis en place pour améliorer l'accès aux services financiers, ces pays montrent des taux d'inclusion financière particulièrement bas. Il est donc crucial de continuer à développer des stratégies ciblées et adaptées aux besoins de chaque pays pour promouvoir une inclusion financière plus large et durable.

3.2 Régulation et cadre légal des fintechs en Afrique

La régulation en Afrique évolue constamment, confrontée à divers obstacles mais offrant également des opportunités prometteuses.

Un des principaux défis en Afrique est la fragmentation du cadre réglementaire. Chaque pays évolue à son propre rythme, ce qui engendre des divergences entre les régulations et complique ainsi l'implémentation des fintechs ainsi que leurs opérations transfrontalières. Par exemple, certains pays comme le Nigéria, l'Ouganda et le Ghana ont instauré des programmes visant à promouvoir l'inclusion financière et à réduire les transactions en espèces. En revanche, d'autres pays africains n'ont pas encore établi de régulations claires pour accueillir des innovations telles que l'open banking ou les monnaies numériques des banques centrales

(Flötotto et al., 2022). De plus, la rapidité à laquelle les innovations technologiques évoluent par rapport à la mise en place des réglementations en Afrique, pose des défis supplémentaires en terme de conformité. C'est pour cela que la finance digitale doit s'adapter rapidement en employant des équipes dédiées à l'engagement avec les régulateurs afin de rester conforme aux régulations. Par exemple, les technologies innovantes comme les cryptomonnaies et les services financiers décentralisés (DeFi) ne sont pas toujours couvertes par les régulations existantes, ce qui crée un vide juridique que certains peuvent utiliser à leur avantage ou qui peut mener à des ambiguïtés (Cambridge Centre for Alternative Finance, 2021).

L'Afrique entreprend également des initiatives réglementaires pour les fintechs. Plusieurs pays ont notamment mis en place des sandboxes, qui permettent aux technologies financières, par un cadre introduit par les autorités, de tester leurs produits, services ou modèles d'affaires innovants dans un environnement contrôlé sans être immédiatement soumis à toutes les régulations en vigueur. L'objectif de ces initiatives est de trouver un équilibre entre la protection des consommateurs et le soutien à l'innovation. Par exemple, en Afrique du Sud, la bourse de Johannesburg émet des obligations sous un registre numérique, et le Ghana ainsi que le Nigeria travaillent sur la mise en place de monnaies numériques des banques centrales (Flötotto, Gold et al., 2022).

Le commerce numérique en Afrique figure parmi les thèmes centraux des forums d'affaires de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf). C'est pourquoi un accord a été établi entre la ZLECAf et le Système Panafricain de Paiement et de Règlement (PAPSS). Celui-ci vise à réaliser des avancées significatives pour le développement des fintechs en simplifiant les paiements et le commerce transfrontaliers. Ces initiatives devraient ouvrir de nouvelles voies de croissance en augmentant les paiements numériques et en réduisant la dépendance au cash.

En résumé, bien que les technologies financières en Afrique soient confrontées à un environnement réglementaire complexe et fragmenté, les efforts continuent pour harmoniser et moderniser les régulations, associés à des initiatives transfrontalières comme la ZLECA. En s'appuyant sur une croissance exponentielle similaire à celle observée dans des marchés plus matures comme le Vietnam, l'Indonésie et l'Inde, l'augmentation des initiatives gouvernementales pour la digitalisation et la modernisation des infrastructures financières est un bon présage pour les fintechs sur le continent africain.

3.3 Initiatives et programmes fintech en faveur de l'inclusion financière

3.3.1 *Les Organisations internationales en faveur de l'inclusion financière en Afrique*

Certaines organisations internationales ont été établies spécifiquement pour améliorer l'inclusion financière dans les pays en difficulté. D'autres, bien que n'ayant pas cette mission principale, participent également à ces efforts. Ces organismes s'engagent pleinement pour promouvoir l'inclusion financière en mettant en œuvre des solutions adaptées et en lançant diverses initiatives et projets. Elles offrent donc une gamme diversifiée de solutions, incluant des initiatives fintech, mais pas uniquement. Elles proposent également des approches dans d'autres domaines pour traiter le problème de manière globale.

L'Alliance for Financial Inclusion (AFI)

L'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI) est une organisation mondiale de politique financière dirigée par les banques centrales et les institutions de régulation financière, ayant pour mission de promouvoir l'inclusion financière à l'échelle nationale, régionale et internationale. En collaboration avec des régulateurs, des organisations internationales et des leaders du secteur privé, l'AFI travaille à développer des solutions afin d'accroître les changements politiques significatifs. Son modèle coopératif repose sur l'apprentissage entre pairs, le partage de connaissances, les partenariats et la transformation collaborative (AFI, 2024)

L'AFI s'appuie sur l'idée qu'une plateforme mondiale de partage des connaissances est crucial pour améliorer les politiques d'inclusion financière. Depuis sa création il y a plus de dix ans, avec l'aide de donateurs et de partenaires, l'AFI a développé cette plateforme et obtenu des résultats concrets. Ce réseau regroupe des banques centrales et des régulateurs de 81 pays émergents et en développement. Ces membres ont accompli des progrès notables en matière d'inclusion financière, en se concentrant sur des solutions nationales adaptées aux besoins spécifiques de chaque pays.

L'African Financial Policy Initiative (AfPI) est une initiative régionale de l'AFI, spécifiquement axée sur l'Afrique. Elle vise principalement à élaborer des politiques d'inclusion financière et à créer des cadres réglementaires pour le continent africain.

Lancée en mai 2017 à Maputo, en Mozambique, l'AfPI remplace l'African Mobile Phone Financial Services Policy Initiative (AMPI), initiée en 2013. Depuis son siège à Abidjan, l'AfPI rassemble des représentants des institutions financières africaines, des acteurs privés, des régulateurs de télécommunications et des agences de développement international. Elle facilite la collaboration entre les secteurs public et privé pour promouvoir des politiques financières innovantes. Les initiatives majeures de l'AfPI incluent des tables rondes de dirigeants, des dialogues entre le secteur privé et public, des ateliers de formation, des échanges entre pays développés et en développement, ainsi que des réunions d'experts sur les politiques d'inclusion financière.

La Banque mondiale

La Banque mondiale (World Bank), est une institution financière internationale composée de cinq organisations, dont la mission est de trouver et financer des solutions durables afin de lutter contre la pauvreté. Avec 189 États membres, des collaborateurs venant de plus de 170 pays et plus de 130 bureaux à travers le globe, elle fournit des prêts, des financements et des conseils aux pays en développement (Groupe de la Banque mondiale, 2024).

En raison de son envergure, la Banque mondiale lance de nombreuses initiatives en Afrique, y compris des projets axés sur l'inclusion financière. En voici un exemple :

Le cadre de soutien à l'inclusion financière (Financial Inclusion Support Framework - FISF) est une initiative du Groupe de la Banque mondiale lancée en avril 2013. Son objectif est d'accélérer et d'améliorer les réformes pour atteindre les objectifs nationaux en matière d'inclusion financière. Soutenu par les ministres des Finances du G20 et l'Alliance pour l'inclusion financière, le FISF améliore le dialogue politique, les analyses et les financements de la Banque mondiale pour promouvoir l'inclusion financière. Avec un financement de 25 millions de dollars du ministère néerlandais des Affaires étrangères et de 6,7 millions de dollars de la Fondation Bill & Melinda Gates, les initiatives financées par le FISF ont pour but de dynamiser le financement, le partage de connaissances et l'innovation dans le secteur privé. Elles cherchent à encourager l'utilisation d'une vaste gamme de services financiers, tels que les paiements, l'épargne, l'assurance et le crédit, par les personnes à faible revenu et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) qui sont actuellement exclues ou insuffisamment desservies par les institutions bancaires. Des programmes ont été lancés dans

divers pays tels que le Rwanda, l'Indonésie, le Mozambique, l'Éthiopie, la Zambie, le Pakistan et la Côte d'Ivoire (World Bank group, 2022).

La FISF a soutenu plusieurs initiatives pour améliorer l'inclusion financière grâce aux technologies financières. Un rapport a détaillé les défis et opportunités des paiements électroniques pour les petits détaillants, estimant un marché potentiel de 19 000 milliards de dollars. Ensuite, des recherches ont examiné comment les technologies numériques peuvent renforcer l'inclusion financière. Une étude a analysé les contrats intelligents, qui s'exécutent automatiquement lorsque des conditions sont remplies, et leur potentiel pour améliorer l'inclusion financière. Un autre rapport a exploré les caractéristiques des produits d'épargne numérique et les modèles commerciaux efficaces pour élargir l'accès à ces produits. Enfin, des études ont été menées sur les risques pour les consommateurs en finance numérique, avec des publications sur les solutions de surveillance, les risques spécifiques et le consentement dans l'open banking (World Bank group, 2022).

3.3.2 Initiatives globales des fintechs

L'Afrique est un continent en constante évolution dans le domaine de la fintech, avec un investissement atteignant 9 milliards de dollars en 2022 (Africa Tech Venture, 2022). De nombreuses initiatives ont été mises en place au fil des années pour améliorer l'inclusion financière.

Tout d'abord, l'un des concepts le plus crucial pour améliorer l'inclusion financière en Afrique est le Mobile banking qui est défini comme l'accès aux services bancaires via un appareil mobile, tel qu'un téléphone portable. Cela inclut non seulement les paiements mobiles mais aussi une variété plus large de services bancaires tels que les produits d'épargne ou de transaction basés sur des comptes offerts par les banques. En d'autres termes, la banque mobile permet aux utilisateurs de gérer leurs finances, effectuer des transactions, et accéder à des services bancaires divers directement depuis leur téléphone portable (Porteous, 2006).

D'après la GSMA, à la fin de l'année 2020, 495 millions de personnes en Afrique subsaharienne étaient abonnées à des services mobiles, soit une augmentation de près de 20 millions par rapport à 2019. Cette croissance rapide de l'utilisation des services mobiles montre le potentiel énorme du mobile banking pour toucher les populations non bancarisées.

Cette technologie s'appuie sur l'infrastructure de communication mobile déjà en place, qui touche les populations non bancarisées, et utilise les réseaux de distribution existants pour les transactions en espèces, offrant ainsi une alternative plus abordable et accessible aux services bancaires traditionnels. Cette approche est particulièrement pertinente en Afrique où la pénétration des services bancaires traditionnels est faible comparée à l'adoption rapide des téléphones mobiles.

De plus, l'adoption rapide du mobile banking en Afrique est facilitée par des technologies accessibles et abordables, comme le protocole USSD (Unstructured Supplementary Service Data). Ce protocole, comparable aux SMS, est compatible avec la majorité des téléphones mobiles, y compris ceux de bas de gamme, rendant les services financiers accessibles à une large population. De plus, les coûts opérationnels du mobile banking sont significativement inférieurs à ceux des banques traditionnelles, allant de 80% à 90% de moins, ce qui a favorisé son adoption massive (Fox & Van Droogenbroeck, 2018).

Les PME sont essentielles à l'économie africaine, représentant plus de 60 % des emplois et générant 40 % du PIB dans plusieurs pays. Cependant, ces entreprises rencontrent de nombreux obstacles pour accéder aux financements, notamment en raison de processus de prêt coûteux et complexes ainsi que des méthodes de gestion des risques obsolètes et manuelles. On estime que le déficit de financement pour les 50 millions de PME en Afrique est de de 330 milliards de dollars (Fedder, 2023).

C'est donc pour surmonter ces obstacles, que les fintechs ont introduit des innovations significatives dans le domaine des prêts en Afrique. Elles exploitent la digitalisation, les applications mobiles et des algorithmes sophistiqués pour améliorer les processus de prêt et l'évaluation du crédit. En utilisant des sources de données alternatives telles que l'historique des transactions mobiles, les paiements de services publics et les interactions sur les réseaux sociaux, les technologies financières peuvent évaluer la solvabilité des emprunteurs en temps réel. Cette approche réduit les coûts, rend les prêts aux PME plus rentables et permet de créer des profils de crédit plus précis et inclusifs. Ainsi, même les entreprises sans historique de crédit traditionnel peuvent prouver leur solvabilité. La rapidité et l'accessibilité des services offerts par les fintechs sont cruciales pour les PME, qui ont souvent besoin de liquidités rapidement pour saisir des opportunités commerciales.

3.3.3 Initiatives nationales des fintechs

Au fil des années, l'inclusion financière a considérablement progressé grâce à la fintech. Cette amélioration est due aux nombreuses initiatives mises en œuvre tant au niveau national que régional ainsi qu'au maintien des efforts, notamment en matière de digitalisation des services financiers.

En Guinée-Bissau, le projet de stratégie nationale d'inclusion financière de 2022 est structuré autour de cinq axes, dont l'un est dédié à la fintech. Il se concentre tout simplement au développement de l'écosystème des technologies financières, ciblant les populations rurales, les femmes, les jeunes et les PME. De plus, plusieurs institutions ont lancé des services bancaires en ligne afin d'améliorer l'efficacité des opérations bancaires (BCEAO, 2022).

En 2022, le Mali a adopté une stratégie nationale d'inclusion financière, mettant un fort accent sur la fintech. Un des cinq axes stratégiques de cette stratégie est la promotion de la finance digitale, visant à offrir l'accès à des produits et services financiers innovants et abordables pour 75% de la population adulte d'ici cinq ans. Cette initiative vise à consolider les efforts existants et à proposer des développements impliquant tous les acteurs financiers, facilitant ainsi l'accès au financement pour une large partie de la population (BCEAO, 2022).

Le projet d'inclusion financière en Sierra Leone consiste à accroître l'interopérabilité des paiements numériques et l'accès aux services financiers. Pour ce faire, trois composantes ont été mises en place (The World Bank, 2024) :

- i) déployer les infrastructures matérielles et logicielles ainsi que les améliorations institutionnelles nécessaires pour garantir l'interopérabilité entre les différents fournisseurs de services financiers ;
- ii) assurer l'adoption et la pérennité de ce système de paiement ;
- iii) faciliter son utilisation dans les zones mal desservies et à faible inclusion financière

Le 30 novembre 2021, la Banque mondiale a accordé un financement de 100 millions de dollars au Rwanda pour renforcer l'accès à Internet haut débit et améliorer l'innovation numérique. Le "Projet pour l'accélération numérique" a pour but de promouvoir la technologie digitale grâce à diverses initiatives, dont la formation de trois millions de

personnes aux compétences numériques de base, favorisant les femmes et les filles. Le projet soutiendra également l'achat d'appareils intelligents pour 250 000 foyers.

De plus, il prévoit la création ou la modernisation de 30 services numériques en utilisant les mégadonnées et en établissant des infrastructures numériques partagées. L'objectif est d'améliorer les services publics dématérialisés, notamment en émettant des documents d'identité numériques pour 75 % de la population. Le projet inclut également un soutien direct à 300 start-ups numériques, en priorité celles dirigées par des femmes. Co-financé par la Banque asiatique pour les investissements dans les infrastructures (BAII), ce projet vise à stimuler l'innovation numérique et soutenir une reprise économique durable après la pandémie de COVID-19. Il s'inscrit dans l'objectif du Rwanda de devenir une économie de la connaissance d'ici 2035, en améliorant l'accès aux technologies et en développant l'écosystème entrepreneurial local (Groupe de la Banque mondiale, 2021).

3.3.4 Cas de fintech réussissant en Afrique

M-PESA

M-PESA, lancé en 2007 par Safaricom en collaboration avec Vodafone, les deux principaux opérateurs de téléphonie mobile au Kenya et en Tanzanie, est devenu un exemple emblématique de la réussite des technologies financières en Afrique, notamment au Kenya. M-PESA est le premier service d'argent mobile d'Afrique avec plus de 604 000 agents actifs opérant en République démocratique du Congo (RDC), en Égypte, au Ghana, au Kenya, au Lesotho, au Mozambique et en Tanzanie (M-PESA, 2024). Ce système de microfinancement et de transfert d'argent par mobile permet aux utilisateurs de déposer de l'argent sur un compte stocké sur leur téléphone portable, d'envoyer des fonds à d'autres utilisateurs de manière sécurisée et de retirer de l'argent en espèces. L'inscription est simple et nécessite uniquement une carte d'identité ou un passeport. Une fois inscrit, le dépôt d'argent est gratuit et est directement converti en une monnaie électronique appelée e-float. Toutefois, un tarif dégressif est appliqué lors des retraits (Omwansa, 2009).

Depuis son lancement, M-PESA a connu une croissance rapide et est devenu l'un des services financiers mobiles les plus prospères dans les pays en développement. En août 2009, environ

7,7 millions de comptes M-PESA avaient été enregistrés. À cette date, plus des deux tiers des ménages kenyans comptaient au moins un membre utilisant le service (Jack & Suri, 2011).

M-PESA a réussi à toucher une population non bancarisée significative grâce à la pénétration omniprésente des téléphones portables dans les zones urbaines et rurales et à l'absence de services bancaires traditionnels. Cela a permis à M-PESA de servir à la fois les populations bancarisées et non bancarisées en proportion à peu près égale. De plus, les frais de transaction sont significativement plus bas que ceux des méthodes traditionnelles comme les banques. Toutefois, la valeur des transactions quotidiennes via M-PESA reste beaucoup plus faible comparée aux transactions bancaires traditionnelles.

Cette technologie a rencontré un succès fulgurant au Kenya, mais cela n'a pas été le cas dans tous les pays. En 2010, M-PESA a été introduit en Afrique du Sud, où les parts de marché ont augmenté bien plus lentement que prévu. Les raisons de cette échec proviennent des différences entre les marchés kenyan et sud-africain. L'Afrique du Sud dispose d'infrastructures bancaires plus développées, de comportements de consommation différents et de réglementations bancaires plus strictes. Lancé également en Tanzanie en 2008, M-PESA a bénéficié de la pénétration rapide des téléphones mobiles dans le pays, facilitant ainsi l'adoption du service (Jack & Suri, 2011). En Ouganda, bien que M-PESA soit disponible, l'adoption a été plus lente comparée au Kenya, en partie à cause de la concurrence et des réglementations locales différentes. Finalement, il a été introduit en 2012 en République Démocratique du Congo.

Interswitch

Interswitch, fondée en 2002 par Mitchell Elegbe, est une fintech emblématique qui a révolutionné les paiements numériques en Afrique. Cette entreprise africaine est spécialisée dans les paiements intégrés et les plateformes de commerce numérique, agissant principalement dans les transactions et le traitement des paiements électroniques. Initialement concentrée sur le Nigeria, l'entreprise a joué un rôle crucial dans la digitalisation de l'économie nigériane, qui était largement basée sur l'argent liquide. En lançant des solutions innovantes telles que ses cartes de paiement Verve et l'application Quickteller, Interswitch a réussi à établir une infrastructure de paiement robuste qui couvre non

seulement le Nigeria, mais aussi d'autres pays africains, notamment l'Ouganda, le Kenya et la Gambie (Shwetha & Jitesh, 2022).

Le succès d'Interswitch a attiré l'attention internationale, et en 2019, Visa a acquis une participation de 20 % dans l'entreprise, valorisant Interswitch à un milliard de dollars. L'entreprise s'est rapidement développée, passant de la gestion de transactions électroniques à l'offre de services financiers variés. Son impact est évident dans l'augmentation de l'utilisation des guichets automatiques au Nigeria, où les cartes Interswitch sont acceptées partout. L'interopérabilité des systèmes de paiement, avec des régulations adaptées, a permis cette expansion et a augmenté le volume et la valeur des transactions. (Yusuf, 2022).

Malgré la concurrence croissante des startups fintech comme Flutterwave et TeamAPT, Interswitch continue de favoriser l'inclusion financière en Afrique et restera un acteur clé de l'écosystème fintech nigérian, contribuant à une gamme de services financiers variés.

Jumo

Jumo a pour objectif premier d'améliorer l'inclusion financière en Afrique en offrant des solutions financières numériques adaptées aux besoins des populations non desservies par les banques traditionnelles. Leur mission est de rendre les services financiers accessibles et efficaces pour tous, en particulier pour ceux qui sont souvent exclus des systèmes financiers conventionnels.

Jumo est une entreprise qui propose des produits de crédit et d'épargne via des plateformes mobiles. Ces services sont conçus pour être accessibles aux personnes sans historique bancaire traditionnel, utilisant des données mobiles et des comportements financiers pour évaluer la solvabilité et offrir des produits adaptés. En plus des prêts et de l'épargne, Jumo facilite les paiements numériques, permettant aux utilisateurs de gérer leurs finances de manière pratique via leurs téléphones.

Pour évaluer les risques potentiels et offrir des solutions financières adaptées, Jumo utilise des technologies avancées telles que l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique. Grâce à ces technologies, la machine analyse les données pour réduire le risque associé aux prêts et optimiser les coûts. Cela permet d'établir des scores de crédit précis et de concevoir

des produits financiers ciblés, même pour les personnes sans identité financière formelle, garantie ou dossier de crédit.

Jumo a su tirer parti de la situation en Afrique, où l'accès aux services bancaires traditionnels est limité et où l'utilisation des téléphones mobiles est en forte croissance. Grâce à cela, l'entreprise a pu offrir ses services à plus de 25 millions de personnes et de petites entreprises. Actuellement présente dans sept pays (Ghana, Tanzanie, Kenya, Ouganda, Zambie, Côte d'Ivoire et Afrique du Sud), Jumo prévoit de s'étendre prochainement au Nigeria, au Cameroun et au Bénin (Jumo, 2024).

4 Impacts des fintechs sur l'inclusion financière

4.1 Avantages des fintechs pour l'inclusion financière en Afrique

Les fintechs influencent fortement l'inclusion financière en Afrique, avec des effets pouvant être aussi bien positifs que négatifs sur l'accès aux services financiers.

Tout d'abord, l'émergence de la fintech en Afrique, par le biais des plateformes de finance numérique, des banques mobiles et des portefeuilles électroniques, a permis à des millions de personnes d'accéder à des services financiers, principalement via l'utilisation des téléphones mobiles. Cette technologie a facilité l'ouverture et la gestion de comptes bancaires directement depuis les téléphones portables, entraînant une corrélation directe entre l'augmentation de l'utilisation des téléphones mobiles et celle du taux d'inclusion financière. Par exemple, une hausse de 1% du nombre de personnes utilisant un téléphone mobile se traduit par une augmentation de 0,67% du taux d'inclusion financière (Djoufouet & Pondie, 2023).

De plus, les fintechs ont également permis d'élargir l'accès aux services financiers dans les zones rurales, où les banques traditionnelles ne sont souvent pas présentes en raison du coût élevé d'ouverture et de maintenance des agences bancaires. Les services financiers basés sur le mobile ont comblé cette lacune en permettant aux résidents des zones rurales d'effectuer des transactions, de recevoir des paiements et d'accéder à des crédits simplement en utilisant leur téléphone portable. En Afrique, par exemple, le réseau de services financiers mobiles a

permis de connecter les zones rurales au système financier formel, favorisant ainsi le développement économique local (Mothobi & Kebotsamang, 2024).

Deuxièmement, les innovations fintech ont particulièrement bénéficié aux populations marginalisées, telles que les femmes et les personnes âgées. Avant cette technologie, ces groupes étaient généralement exclus du système bancaire traditionnel en raison des barrières géographiques et socio-économiques. Dorénavant, ceux-ci peuvent accéder à des services financiers via des plateformes numériques, ce qui leur permet de participer à l'économie formelle et de l'améliorer (Djoufouet & Pondie, 2023).

Troisièmement, les fintechs diminuent considérablement les coûts de transaction en supprimant les intermédiaires et en utilisant des plateformes numériques pour effectuer les transactions. Les solutions de technologies financières sont souvent jusqu'à 80 % moins chères que les services financiers traditionnels. En plus de réduire les frais, les fintechs offrent des rendements d'épargne jusqu'à trois fois plus élevés que ceux des banques traditionnelles, permettant ainsi à un plus grand nombre de personnes d'accéder aux services financiers (Flötotto et al., 2022). Par exemple, les transferts d'argent internationaux, qui pouvaient autrefois prendre plusieurs jours et engendrer des frais élevés, peuvent maintenant être réalisés en quelques minutes à des coûts nettement inférieurs. Cette réduction des coûts et cette accélération des transactions sont particulièrement importantes pour les populations à faibles revenus, qui dépendent souvent des envois de fonds pour leur subsistance, contribuant ainsi à améliorer leur accès aux services financiers (Mothobi & Kebotsamang, 2024).

Quatrièmement, les fintechs ont démontré une grande résilience durant les crises, comme l'a illustré la pandémie de COVID-19. Ces services ont joué un rôle crucial en permettant à l'Afrique de s'adapter grâce aux paiements sans contact et aux services financiers numériques. En période de restrictions de mouvement et de fermeture des agences bancaires, les plateformes de paiement numérique et les services bancaires en ligne ont permis aux individus et aux entreprises de poursuivre leurs transactions malgré les mesures de distanciation sociale et les confinements. Cette adaptation a non seulement soutenu les économies locales, mais a également contribué à maintenir un accès aux services financiers.

Cinquièmement, la finance digitale a également facilité l'accès au crédit pour les entrepreneurs individuels et les petites et moyennes entreprises (PME). Les plateformes de micro-financement et de prêt peer-to-peer permettent aux emprunteurs d'obtenir des prêts rapidement et facilement en réduisant les coûts et en améliorant l'efficacité, souvent sans les exigences strictes des banques traditionnelles. Cela a stimulé l'activité économique et soutenu la croissance des PME, cruciale pour le développement économique de la région (Djoufouet & Pondie, 2023).

La fintech est donc une technologie qui apporte énormément d'avantages, cependant, il n'y a pas uniquement du positif. Bien que les innovations financières puissent améliorer l'efficacité et l'accessibilité des services financiers, elles peuvent également engendrer des impacts négatifs.

4.2 Inconvénients et défis des fintechs pour l'inclusion financière en Afrique
Malgré les avantages considérables offerts par les fintechs, elles peuvent également accentuer les inégalités existantes. L'accès aux services financiers numériques dépend fortement de la disponibilité de technologies telles que les smartphones et une connexion Internet fiable. Cependant, dans certaines zones d'Afrique subsaharienne, moins de 30 % de la population a accès à Internet, ce qui restreint leur capacité à utiliser ces services. De plus, les coûts élevés des téléphones mobiles et des forfaits de données peuvent être un obstacle majeur pour les foyers à faibles revenus.

L'efficacité des services fintech repose donc sur la qualité et l'étendue du réseau mobile. Dans les régions où l'étendue du réseau est limitée ou insuffisante, l'accès aux services financiers reste problématique. Une étude indique que l'inclusion financière pourrait s'améliorer de manière significative si chaque personne avait accès à un réseau mobile dans un rayon de 2 km. Cependant, cette condition est encore loin d'être réalisée dans de nombreuses zones rurales et isolées, où les investissements dans les infrastructures mobiles sont insuffisants (Mothobi & Kebotsamang, 2024).

Bien que les fintechs représentent un outil puissant pour améliorer l'accès aux services financiers, elles nécessitent un certain niveau de compétences numériques et financières. En effet, dans certaines régions rurales et isolées, les niveaux d'éducation sont souvent faibles,

et l'analphabétisme ainsi que le manque de compétences numériques sont courants. Ces défis empêchent les individus de comprendre et d'utiliser efficacement les technologies financières. Par conséquent, ces obstacles constituent un frein pour les technologies financières qui cherchent à étendre l'accès aux services bancaires et à se développer sur le continent africain.

L'un des défis majeurs concerne la régulation des fintechs en Afrique, un sujet traité en profondeur dans une section précédente de ce mémoire (Voir section 3.2 Régulation et cadre légal des fintechs en Afrique). Ce défi est compliqué par la diversité des cadres législatifs et la rapidité des innovations technologiques dans ce secteur. Une régulation efficace est essentielle pour assurer la sécurité des transactions financières, protéger les consommateurs, et encourager l'inclusion financière tout en stimulant l'innovation.

5 Conclusion de la revue de littérature

L'évolution des fintechs dans les pays africains en voie de développement a effectivement contribué à élargir l'accès au monde financier, comme le démontre la partie théorique de cette étude. Les technologies financières ont permis une réduction significative des barrières géographiques et temporelles, facilitant l'accès et l'utilisation des services financiers même dans les zones rurales et reculées, où les infrastructures bancaires traditionnelles sont souvent absentes.

Celles-ci ont proposé des solutions adaptées telles que les paiements mobiles et les portefeuilles électroniques qui ont permis à des millions de personnes, auparavant exclues, à accéder à des services financiers essentiels comme les transferts d'argent, le paiement de factures et la gestion de comptes.

Les fintechs ont également développé des produits et services spécifiques répondant aux besoins des populations locales. Par exemple, les plateformes de microcrédit et de prêt entre particuliers (peer-to-peer lending) offrent des options de financement accessibles à ceux qui n'ont pas de garanties suffisantes pour obtenir des prêts bancaires traditionnels. Des solutions comme le "buy-now-pay-later" (BNPL) permettent également aux consommateurs d'accéder à des biens et services de manière plus flexible et abordable.

De plus, les petites et moyennes entreprises (PME) en Afrique ont profité de l'essor des fintechs pour offrir des prêts rapides et des paiements mobiles pratiques, aidant ainsi les PME à surmonter les obstacles financiers et à prendre de l'ampleur. Les technologies digitales favorisent également l'inclusion financière en améliorant la transparence, la flexibilité, et la rapidité des transactions, tout en réduisant les coûts et en éliminant les intermédiaires.

Malgré ces progrès, des défis persistent. En effet, la disponibilité d'une connexion fiable dans toutes les régions et l'accès aux technologies nécessaires pour utiliser les fintechs restent un problème majeur. Le manque d'éducation financière et la diversité des réglementations freinent également les fintechs dans leur mission d'améliorer l'inclusion financière.

En conclusion, nous pouvons affirmer que la partie théorique de cette étude démontre que les technologies financières ont significativement élargi l'accès au monde financier dans les pays africains en voie de développement. Cependant, il est crucial de maintenir et d'intensifier les efforts dans certaines régions pour continuer à améliorer cette accessibilité.

5.1 Hypothèse basée sur la revue littéraire

Sur cette base théorique, nous pouvons formuler l'hypothèse principale de ce mémoire :

« L'évolution des FinTechs contribue significativement au développement du secteur financier dans les pays africains en voie de développement. »

6 Phase Empirique

6.1 Approche conceptuelle de notre recherche

Pour évaluer l'influence des fintechs sur l'inclusion financière dans les pays africains en voie de développement, nous avons utilisé une régression linéaire multiple. Cet outil statistique permet d'analyser les relations entre une variable dépendante et plusieurs variables indépendantes.

$$y_{i,t} = \beta_0 + \beta_1 x_{1,i,t} + \beta_2 x_{2,i,t} + \beta_3 x_{3,i,t} + \dots + \beta_k x_{k,i,t} + \varepsilon_{i,t}$$

Dans cette formule, $y_{i,t}$ représente la variable dépendante pour l'unité i à l'instant t . Les

coefficients $\beta_1, \beta_2, \beta_3, \dots, \beta_k$ vont quantifier les variables indépendantes $x_{1,i,t}, x_{2,i,t}, x_{3,i,t}, \dots, x_{k,i,t}$ sur $y_{i,t}$. Quant au β_0 il représente l'intercept c'est-à-dire la valeur attendue de la variable dépendante lorsque toutes les variables indépendantes sont égales à zéro. Finalement, le terme d'erreur $\varepsilon_{i,t}$ capture la variation de $y_{i,t}$ non expliquée par les variables incluses dans le modèle. Cette équation permet ainsi de comprendre comment chaque variable indépendante influence la variable dépendante tout en tenant compte des erreurs aléatoires.

Dans ce cas, la variable dépendante illustre les dimensions de l'inclusion financière, tandis que les variables indépendantes reflètent divers aspects des technologies financières. Cette méthode est particulièrement adaptée à cette étude étant donné qu'elle va permettre de révéler s'il existe une relation significative ou non entre les variables et de quantifier l'impact de plusieurs facteurs simultanément sur la variable dépendante. Cela est essentiel pour déterminer si les différents indicateurs liés aux fintechs influencent réellement l'accès et l'utilisation des services financiers dans les pays africains.

6.2 Choix des variables

Le choix de variables pertinentes représente une étape importante dans l'élaboration de cette vérification empirique afin que les résultats soient les plus significatifs et représentatifs possibles.

Premièrement, concentrons-nous sur les variables indépendantes liées aux aspects de la fintech. Nous retrouvons la variable d'intérêt, celle qui est directement liée à la question de recherche principale, à savoir l'influence des technologies financières sur l'inclusion financière.

- La proportion des principales entreprises Fintech est la variable principale qui mesure l'influence directe des fintechs sur l'inclusion financière. Elle montre l'état du secteur financier et technologique du pays. La liste des pays avec le nom des principales entreprises fintech se trouve en **Annexe 2**.

Deuxièmement, les variables de contrôle sont utilisées pour ajuster les effets des variables d'intérêt et pour isoler leur impact spécifique. Elles permettent de mieux comprendre

comment ces variables influencent les résultats en prenant en compte d'autres facteurs contextuels. En d'autres termes, les variables de contrôle, qui peuvent avoir un lien avec les fintechs, sont celles susceptibles d'influencer l'inclusion financière mais ne sont pas l'objet principal de l'étude.

- Le nombre d'individus ayant accès à internet est une variable essentielle liée aux fintechs. L'accès à Internet est nécessaire pour utiliser de nombreux services fintech. Sans accès à internet, leurs services ne peuvent pas être utilisés efficacement.
- Le PIB par habitant est une variable clé, car il reflète le niveau de développement économique d'un pays et donc sa capacité à adopter de nouvelles technologies financières.
- Le niveau d'éducation de base permet de comprendre et d'utiliser les services financiers numériques. Une population mieux éduquée est plus susceptible de saisir les avantages des technologies fintech et de les intégrer dans leur vie quotidienne.
- Le taux d'emploi peut indiquer une grande stabilité économique et une meilleure capacité des individus à accéder et à utiliser des services financiers.
- La stabilité politique influence l'environnement des affaires et l'adoption des technologies financières. Un climat politique stable favorise un environnement économique prévisible ce qui encourage l'innovation fintech.

Pour la variable dépendante, nous avons séparé les deux dimensions fondamentales de l'inclusion financière, comme expliqué précédemment dans ce mémoire :

- La dimension de l'accès est représentée par le taux de pénétration démographique et géographique des services financiers. Cette mesure évalue combien de personnes et de régions ont accès aux services financiers, reflétant ainsi l'étendue de l'infrastructure financière disponible.
- La dimension de l'utilisation est mesurée par le taux de bancarisation et le taux d'utilisation des monnaies électroniques. Le taux de bancarisation indique combien de personnes possèdent un compte bancaire, tandis que le taux d'utilisation des monnaies électroniques mesure la proportion de transactions financières effectuées via des monnaies électroniques.

6.3 Collecte de données

Les données utilisées pour cette analyse proviennent principalement de la Banque Mondiale (**Voir Annexe 3**), qui dispose d'une grande base de données financières et économiques. Concernant la variable "Proportion des principales entreprises Fintech ", voici comment nous avons procédé : nous avons sélectionné 13 des plus grandes fintechs en Afrique. Ensuite, nous avons visité leurs sites web pour déterminer dans quels pays elles sont implantées et en quelle année elles ont été lancées. Et finalement, nous les avons mis sous forme de proportion dans la base de données finale.

De plus, en raison de la nouveauté du sujet des fintechs, il n'a pas été possible de mener une analyse à long terme faute de données historiques disponibles. Ainsi, les périodes couvertes par cette recherche se limitent aux années 2011, 2014, 2017 et 2021. Pour compenser cette limitation, nous avons élargi l'échantillon de base à 28 pays en voie de développement (Voir la liste de pays en **Annexe 2**), ce qui permet d'obtenir des résultats plus significatifs et représentatifs de la réalité des fintechs dans ces régions. Vous pouvez retrouver une partie de la base de donnée en **Annexe 4**.

6.4 Méthode d'analyse

Dans le cadre de notre régression linéaire visant à analyser l'impact des facteurs liés à la fintech sur l'inclusion financière, nous formulons les hypothèses suivantes pour chaque variable indépendante.

L'hypothèse nulle (H_0) est que le coefficient associé à la variable indépendante est nul, ce qui signifie qu'il n'existe pas d'effet significatif de cette variable sur l'inclusion financière.

Mathématiquement, cela s'exprime comme suit :

$$H_0 : \beta_k = 0$$

où β_k représente le coefficient de la variable indépendante X_k . En d'autres termes, si l'hypothèse nulle est vraie, la variable X_k n'a pas d'influence statistiquement significative sur la variable dépendante.

L'hypothèse alternative (H_1) stipule que le coefficient de la variable indépendante est différent de zéro, ce qui implique qu'il existe un effet significatif. Cette hypothèse est

formulée ainsi :

$$H_1 : \beta_k \neq 0$$

Si la p-value associée à une variable est inférieure au seuil de signification conventionnel (< 0,05), nous rejetons l'hypothèse nulle. Cette approche permet de déterminer quelles variables, parmi celles examinées influencent réellement les dimensions d'accès et d'utilisation de l'inclusion financière.

De plus, dans le cadre de mon analyse de la relation entre les fintechs et l'inclusion financière, nous avons identifié l'endogénéité de certaines variables explicatives en utilisant le test de Hausman. Les résultats du test ont révélé que les variables "taux d'emploi" et "stabilité politique" sont endogènes, c'est-à-dire simultanément liées à l'erreur. Pour corriger cette endogénéité, j'ai utilisé une variable instrumentale pour chacune de ces variables, ce qui permet d'obtenir des estimations non biaisées des coefficients de régression et renforcé la robustesse de mes conclusions. Pour ce fait, nous avons ajouté la variable instrumentale "Taux d'urbanisation" qui mesure la proportion de la population totale vivant dans des zones urbaines à la variable endogène "Taux d'emploi". Et la variable instrumentale "Efficacité du gouvernement" qui évalue la qualité des services publics, la capacité de l'administration publique à formuler et à mettre en œuvre des politiques à la variable endogène "stabilité politique".

6.5 Présentation, analyse et interprétation des résultats

6.5.1 Impact et significativité

Voici les résultats de la régression linéaire multiple, qui permet d'analyser l'influence des différents aspects liés aux fintechs sur l'inclusion financière. Nous avons séparé celle-ci en deux dimensions distinctes. Retrouvez le tableau reprenant le nombre d'observation, la moyenne et l'écart type pour chaque variable indépendante en **Annexe 5**.

Variable Indépendante	Dimension Accès	Dimension Utilisation
Niveau d'éducation de base	Coefficient : 0.004	Coefficient : 9.76 ^e -05
	P-Valeur : 0.6758	P-Valeur : 0.9339

Taux d'emploi	Coefficient : 0.0017	Coefficient : 0.0019
	P-Valeur : 0.2715	P-Valeur : 0.3326
Proportion des principales entreprises Fintech	Coefficient : 0.0644	Coefficient : 0.0496
	P-Valeur : 0.0066	P-Valeur : 0.0446
Taux d'individus ayant accès à Internet	Coefficient : 0.0044	Coefficient : 0.0036
	P-Valeur : 0,0001	P-Valeur : 0.0435
PIB par habitant	Coefficient : 0.0002	Coefficient : 0.0001
	P-Valeur : 0.0000	P-Valeur : 0.0057
Stabilité politique	Coefficient : -0.0054	Coefficient : 0.4499
	P-Valeur : 0.9753	P-Valeur : 0.1189

Figure 1 : Résultats provenant de la régression linéaire multiple

Pour identifier les variables clés dans l'inclusion financière, nous vérifierons leur signification statistique via la p-valeur. Une p-valeur inférieure à 0,05 indique une influence significative de la variable indépendante sur la variable dépendante et le rejet de l'hypothèse H_0 . Nous examinerons aussi le coefficient de régression pour quantifier l'impact de chaque variable explicative.

Nous allons maintenant reprendre les critères qui sont significatifs avec un impact positif sur l'inclusion financière :

- La proportion des principales entreprises Fintech a un impact positif et significatif sur les deux dimensions de l'inclusion financière. En effet, pour la dimension utilisation, le coefficient est de 0,0496 avec une p-value de 0,0446 (<0,05), et pour la dimension accès, le coefficient est de 0,0644 avec une p-value de 0,0066 (<0,05). Cela signifie que la présence de fintechs dans un pays joue un rôle positif et significatif sur l'accès et l'utilisation des services financiers. Concrètement, une augmentation de 1 % de la proportion des principales entreprises Fintech se traduit par une augmentation de 0,0496 unités de l'inclusion financière dans la dimension utilisation.
- L'accès à Internet, avec un coefficient de 0,0036 et une p-value de 0,0435 (<0,05) pour la dimension utilisation, et un coefficient de 0,0044 et une p-value de 0,0001 (<0,05) pour la dimension accès, influence également de manière significative et positive l'utilisation et l'accès des services financiers.

- Enfin, le PIB par habitant montre une forte corrélation positive avec l'utilisation des services financiers, avec un coefficient de 0,0001 et une p-value de 0,0057 (<0,05) pour la dimension utilisation, et un coefficient de 0,0002 et une p-value de 0,0000 (<0,05) pour la dimension accès. Cela indique qu'un PIB plus élevé favorise une plus grande utilisation et accès aux services financiers.

En revanche, les variables "Taux d'emploi", "Niveau d'éducation de base" et "Stabilité politique" n'ont pas montré d'effet significatif sur l'accès et l'utilisation des services financiers dans les deux modèles, leurs p-values étant supérieures au seuil de signification. Cela signifie que ces critères n'ont pas d'influence sur l'inclusion financière.

En conclusion, la proportion des fintechs, l'accès à Internet et le PIB jouent un rôle crucial dans l'amélioration de l'inclusion financière, influençant de manière significative et positive tant l'accès que l'utilisation des services financiers. Ces éléments facilitent l'accès aux services financiers et augmentent leur utilisation, rendant ces services plus disponibles et accessibles à un large public. À l'inverse, l'éducation, l'emploi et la stabilité politique n'ont pas montré d'effet significatif. Cela nous permet d'affirmer que la promotion de l'usage des fintechs et l'accès à Internet, ainsi que soutenir le développement économique, sont des actions stratégiques pour une inclusion financière plus équitable et étendue.

6.5.2 Terme d'erreur

Voici les résultats de la régression linéaire montrant les résidus moyens pour chaque pays, indiquant l'écart entre les valeurs observées et les valeurs prédites par le modèle.

Pays	Résidu
Burkina Faso	0.003281
Burundi	-0.128148
Bénin	-0.129900
Cameroun	0.090762
Congo (RDC)	-0.055035
Côte d'Ivoire	0.071397
Ethiopie	0.017554
Gambie	0.161756
Ghana	0.015677
Guinea	-0.112161
Kenya	0.247117
Libéria	0.042156

Madagascar	-0.105300
Malawi	-0.075302
Mali	0.113957
Mauritanie	-0.008338
Mozambique	0.163561
Niger	-0.141538
Nigeria	-0.025459
Ouganda	0.115104
Rwanda	0.114941
Sierra Leone	-0.082591
Sénégal	-0.072023
Tanzanie	-0.048459
Tchad	-0.131053
Togo	0.084087
Zambie	-0.038135
Zimbabwe	0.127328

Figure 2 : Résultats des résidus provenant de la régression linéaire multiple

Nous pouvons voir certains résidus proches de zéro, comme ceux du Burkina Faso (0.003281), du Ghana (0.015677) et du Libéria (0.042156), ce qui montre que le modèle prédit bien les valeurs pour ces pays. Ces faibles résidus indiquent que les valeurs prédites sont très proches des valeurs observées, ce qui montre une bonne performance du modèle pour ces cas spécifiques.

Les résidus positifs signifient que le modèle a sous-estimé les valeurs observées. Pour ces pays, les valeurs réelles sont plus élevées que les valeurs prédites par le modèle. Par exemple, la Gambie (0.161756), le Kenya (0.247117), le Mozambique (0.163561), le Mali (0.113957) et l'Ouganda (0.115104) montrent des résidus positifs relativement élevés, indiquant que le modèle ne prédit pas aussi précisément pour ces observations spécifiques.

À l'inverse, les résidus négatifs indiquent que le modèle a surestimé les valeurs observées. Pour ces pays, les valeurs réelles sont plus basses que les valeurs prédites. Par exemple, le Burundi (-0.128148), le Bénin (-0.129900), la Guinée (-0.112161), Madagascar (-0.105300), le Niger (-0.141538) et le Tchad (-0.131053) montrent des résidus négatifs relativement importants, ce qui signifie que le modèle surestime les valeurs réelles pour ces observations.

La répartition des résidus entre positifs et négatifs est relativement équilibrée, ce qui démontre qu'il n'y a pas de biais systématique évident dans le modèle et que le modèle

fournit une estimation générale utile des valeurs prédites. Cependant, il y a quelques pays avec des résidus assez importants, que ce soit positifs ou négatifs. Cela pourrait être dû à des facteurs spécifiques à ces pays qui ne sont pas bien capturés par les variables explicatives utilisées dans le modèle.

6.5.3 Corrélation

Voici les résultats de la corrélation entre les variables en lien avec les fintechs et l'inclusion financière pour les 28 pays. La corrélation mesure la force et la direction de la relation linéaire entre ces variables. Un coefficient de corrélation positif indique que l'augmentation des activités fintech est associée à une augmentation de l'inclusion financière, tandis qu'un coefficient négatif indique une relation inverse.

Pays	Corrélation
Bénin	0.369348
Burkina Faso	0.116888
Burundi	-0.857254
Cameroun	-0.062144
Congo (RDC)	0.872476
Côte d'Ivoire	-0.033149
Éthiopie	0.543700
Gambie	0.490450
Ghana	0.856841
Guinea	0.853873
Kenya	0.541305
Libéria	-0.289290
Madagascar	-0.870270
Malawi	0.262254
Mali	0.612662
Mauritanie	0.599445
Mozambique	-0.764363
Niger	-0.099891
Nigeria	0.337424
Ouganda	0.124371
Rwanda	-0.448546
Sénégal	0.687351
Sierra Leone	-0.673039
Tanzanie	0.928102
Tchad	-0.826620
Togo	0.410911
Zambie	-0.506643
Zimbabwe	0.228189

Figure 3 : Résultats des corrélations provenant de la régression linéaire multiple

Nous pouvons constater, que pour 17 des 28 pays, la corrélation est positive, indiquant que dans plus de la moitié des pays étudiés, l'augmentation des activités fintechs est associée à une augmentation de l'inclusion financière. Certains résultats, tels que la Tanzanie (0.93), la République Démocratique du Congo (0.87), le Ghana (0.86), la Guinée (0.85) et le Sénégal (0.69) montrent une forte relation positive, ce qui signifie que les initiatives fintech jouent un rôle significatif dans l'amélioration de l'inclusion financière.

Cependant, 11 des pays ont une corrélation négative, ce qui révèle que les variables liées à la fintech ne contribuent pas de manière significative à l'inclusion financière, ou pourraient même avoir des effets inverses. Cela suggère la nécessité d'une analyse plus approfondie et d'approches adaptées pour promouvoir l'inclusion financière avec les fintechs.

Ces résultats soulignent l'importance d'adapter les stratégies fintech aux contextes locaux pour maximiser leur impact positif sur l'inclusion financière.

7 Limitations du mémoire

Lors de la réalisation de ce travail, nous avons rencontré plusieurs limites, tant dans la partie théorique que dans la partie empirique. Ces contraintes ont donc pu influencer notre approche et certains des résultats.

Tout d'abord, les technologies financières évoluent de manière significative avec le temps, modifiant constamment le monde financier. En conséquence, les analyses théoriques basées sur ces technologies ou des modèles économiques spécifiques, qu'elles soient récentes ou anciennes, peuvent rapidement devenir obsolètes. En effet, une technologie de pointe aujourd'hui peut être rapidement remplacée par une innovation plus récente et efficace, rendant ainsi certaines hypothèses moins fiables et pertinentes à long terme. De même, certains pays fonctionnant dans un contexte technologique particulier, peuvent perdre en efficacité lorsque ce contexte évolue, nécessitant une réévaluation continue. Cela souligne l'importance de la flexibilité et de l'adaptabilité dans les analyses technologiques et économiques pour maintenir leur pertinence et leur applicabilité à travers le temps.

De plus, suite à cette croissance des fintechs, les réglementations financières varient elle aussi considérablement d'un pays africain à un autre. Les recommandations théoriques qui

fonctionnent dans un pays avec un cadre réglementaire spécifique peuvent ne pas être applicables dans un autre pays avec un cadre différent. Cette fragmentation rend donc difficile l'application de conclusions générales à l'ensemble du continent.

Dans la partie empirique de notre étude, nous rencontrons également certaines limites. Tout d'abord, les données disponibles sur les fintech et l'inclusion financière sont relativement restreintes en raison de la nouveauté du sujet. En effet, il existe peu de bases de données couvrant les critères spécifiques à ce secteur, et les informations disponibles sont souvent limitées à des périodes spécifiques, dans ce cas à 2011, 2014, 2017 et 2021.

Ces restrictions nous contraignent à choisir un nombre limité de variables, ce qui nous empêche de considérer tous les aspects de l'inclusion financière et des fintech. De plus, la qualité des données peut varier, même lorsqu'elles proviennent de sources réputées telles que la Banque mondiale. En conséquence, ces limitations en termes de quantité et de couverture temporelle peuvent affecter la précision de nos analyses et de nos résultats.

8 Perspectives futures

Il existe évidemment des perspectives futures à envisager afin d'améliorer encore plus le rôle des fintechs dans l'aide qu'elles apportent à l'inclusion financière dans les pays africains en voie de développement.

Premièrement, il est essentiel pour ces pays d'établir un cadre réglementaire approprié concernant les nouvelles technologies financières et d'harmoniser les règles afin d'assurer la sécurité des transactions financières, de protéger les consommateurs et de favoriser l'innovation. Par exemple, en développant des Plateformes Réglementaire Pan-Africaine, il serait possible de rassembler les banques centrales, les fintechs, les banques traditionnelles et les assureurs. Cela faciliterait l'uniformisation des réglementations et le déploiement des innovations financières à travers les différents pays africains. La mise en place de dialogue continu entre les régulateurs et les innovateurs financiers permettrait aux régulateurs de rester à jour avec les nouvelles technologies, et d'adapter les régulations pour mieux soutenir l'innovation tout en protégeant les consommateurs (BCEAO,2022). De plus, l'instauration de sandboxes réglementaires offre aux fintechs la possibilité de tester leurs innovations sur plusieurs marchés. Ces dispositifs présentent de nombreux avantages, notamment en encourageant l'innovation grâce à la flexibilité qu'ils offrent aux startups et aux nouvelles

entreprises, facilitant ainsi le développement et l'essai de nouvelles idées. Ils aident également les entreprises à comprendre les implications réglementaires de leurs technologies avant de les lancer sur le marché, réduisant ainsi les risques juridiques et institutionnels. En éliminant les barrières réglementaires et en offrant un environnement de test sécurisé, ces dispositifs attirent davantage de capitaux pour soutenir les startups et les entreprises émergentes dans le secteur (Goo et Heo, 2020). Il existe donc plusieurs perspectives à explorer pour améliorer cette voie. D'ailleurs, certains organismes, comme l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI) travaillent déjà sur la création de directives communes pour les régulateurs des fintechs en Afrique.

Deuxièmement, la promotion de l'éducation financière est un domaine qui mérite d'être renforcé pour permettre aux fintechs de favoriser une meilleure inclusion financière. Les partenariats public-privé, réunissant les gouvernements, les institutions éducatives et les entreprises fintech, devraient collaborer à l'élaboration de programmes d'éducation financière. Par exemple, en Côte d'Ivoire, l'initiative "Smart Africa" s'efforce d'incorporer des modules d'éducation financière dans les programmes scolaires (Smart Africa, 2024).

Finalement, bien que des progrès importants aient déjà été réalisés, l'accès à Internet reste un domaine nécessitant encore des améliorations. Il est crucial d'investir dans les infrastructures de télécommunications pour rendre les technologies plus accessibles aux personnes vivant dans des zones reculées. Par exemple, l'initiative "Internet for All" du Forum Économique Mondial travaille en collaboration avec les gouvernements africains pour étendre la connectivité dans les zones rurales, notamment à travers la mise en place de plateformes au Rwanda et en Ouganda (World Economic Forum, 2017). De plus, des actions supplémentaires sont prises à l'échelle internationale ; ainsi, la Banque Mondiale a approuvé un programme visant à améliorer l'accès à Internet en Gambie, en Guinée, en Guinée-Bissau et en Mauritanie, tout en cherchant à promouvoir un marché numérique unique en Afrique de l'Ouest. Ce programme, financé par l'Association internationale de développement (IDA), cherche à développer les infrastructures, notamment la fibre optique, pour mieux répondre à la demande croissante. Stimuler la concurrence entre fournisseurs pour améliorer les offres, ainsi que de baisser les prix pour rendre les services plus accessibles (La Banque Mondiale, 2023).

9 Conclusion générale

L'étude menée dans ce mémoire a permis de confirmer l'hypothèse selon laquelle l'évolution des FinTechs a effectivement contribué à l'élargissement de l'accès aux services financiers dans les pays africains en voie de développement. La partie théorique a mis en lumière le potentiel des fintechs à transformer le paysage financier par des innovations technologiques et des modèles économiques diversifiés, comme les paiements mobiles et le financement participatif.

Les résultats obtenus via les analyses de régression linéaire multiple confirment de manière significative que certains aspects des fintechs jouent un rôle crucial dans l'amélioration de l'accès et de l'utilisation des services financiers. Les variables telles que la proportion des principales entreprises Fintech, l'accès à Internet et le PIB par habitant se sont révélées avoir un impact positif et significatif sur les deux dimensions de l'inclusion financière : l'accès et l'utilisation.

Il est également important de noter que la corrélation entre les fintechs et l'inclusion financière n'est pas uniforme dans tous les pays africains en voie de développement, même si celle-ci est présente dans la majorité de l'échantillon. Les résultats varient selon les contextes nationaux, montrant l'importance de développer des stratégies fintech spécifiques à chaque pays et de tenir compte des différences économiques, sociales et infrastructurelles pour créer et appliquer des solutions fintech qui soient adaptées et efficaces.

En conclusion, cette étude confirme que les fintechs ont un rôle déterminant dans l'élargissement de l'inclusion financière dans les pays africains en développement, confirmant ainsi les conclusions théoriques. Pour optimiser ce potentiel, il est essentiel de promouvoir l'accès à Internet et de soutenir le développement économique. Toutefois, il reste encore beaucoup d'efforts à fournir, notamment dans certains pays où les défis sont plus marqués. La mise en place de solutions ciblées et l'amélioration continue des infrastructures et des politiques seront nécessaires pour garantir que les bénéfices des fintechs profitent à tous de manière équitable.

10 Bibliographie

Africa, M. (s. d.). *M-PESA Africa*. M-PESA Africa. <https://www.m-pesa.africa/what-is-mpesa>

Alliance for Financial Inclusion. (2011). *Mesurer l'Inclusion Financière : Les Indicateurs Fondamentaux de l'Inclusion Financière*. https://www.afi-global.org/wp-content/uploads/publications/fidwg_core%20set%20of%20indicators-fr.pdf

Alliance for Financial Inclusion. (2024). *African Financial Inclusion Policy Initiative (AfPI) - Alliance for Financial Inclusion*. Alliance For Financial Inclusion - African Financial Inclusion Policy Initiative (AfPI). <https://www.afi-global.org/activities/regional-initiatives/african-financial-inclusion-policy-initiative-afpi/>

Alliance for Financial Inclusion. (2024). *About - Alliance for Financial Inclusion*. Alliance For Financial Inclusion - About. <https://www.afi-global.org/about/>

Alt, R., Beck, R., & Smits, M. T. (2018). FinTech and the transformation of the financial industry. *Electronic Markets*, 28(3), 235-243. <https://doi.org/10.1007/s12525-018-0310-9>

Banque & Stratégie. (2015). *Les FinTech et la réglementation bancaire et financière*. <https://www.kramerlevin.com/a/web/1528/1509-Banque-Strat-gie-Vauplane-Hubert-de-Les-Fintech-et-la-r-glementation-bancaire-et.pdf>

BCEAO. (2022). *L'actualité des services financiers numériques et de l'innovation technologique et financière*. <https://www.bceao.int/sites/default/files/inline-files/DIF%20%20Bulletin%20de%20Veille%20Semestriel%20n%C2%B001%20%E2%80%93%202022%20%20L%E2%80%99actualit%C3%A9%20des%20services%20financiers%20num%C3%A9riques%20et%20des%20innovations%20technologique%20et%20financi%C3%A8re%20%281%29.pdf>

BCEAO. (2022). *Rapport sur la situation de l'Inclusion Financière dans l'UEMOA au cours de l'année 2022*. <https://www.bceao.int/sites/default/files/2024->

[05/Rapport%20Annuel%20Inclusion%20Financiere 2022.pdf](#)

Bessière, V., & Stéphany, E. (2017). *Le crowdfunding : Fondements et pratiques* (2). De Boek Supérieur.

Cambridge Judge Business School. (2021). *Fintech Regulation in Sub-Saharan Africa*. <https://www.jbs.cam.ac.uk/wp-content/uploads/2021/11/2021-11-fintech-in-sub-saharan-africa.pdf>

Claessens, S., Frost, J., Turner, G., & Zhu, F. (2018) *Les marchés du crédit fintech à travers le monde : taille, moteurs et enjeux de politique publique*. http://www.geopolintel.fr/IMG/pdf/les_marches_du_credit_fintech.pdf

Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., & Ansar, S. (2022). *The Global Findex Database 2021: Financial Inclusion, Digital Payments, and Resilience in the Age of COVID-19*. World Bank Publications.

Djoufouet, N. W. F., & Pondie, N. T. M. (2023). IMPACTS OF FINTECH ON FINANCIAL INCLUSION : THE CASE OF SUB-SAHARAN AFRICA. *Copernican Journal Of Finance & Accounting*, 11(4), 69-88. <https://doi.org/10.12775/cjfa.2022.019>

Farah, A. A., & Saleh, A. O. H. (2023). Financial Inclusion in Somalia Between Reality and Expectations. *Contributions to management science* (p. 145-156). https://doi.org/10.1007/978-3-031-27860-0_13

Fedder, M. (2023). Can Fintech help close the Financing gap for Small and Medium Size Enterprises in Africa? *African Development Finance Journal*, 5(3).

Fox, M., & Van Droogenbroeck, N. (2018b). Les nouveaux modèles de mobile Banking en Afrique : un défi pour le système bancaire traditionnel ? *Gestion 2000, Volume 34*(5), 337-360. <https://doi.org/10.3917/g2000.345.0337>

Goo, J. J., & Heo, J. (2020). The Impact of the Regulatory Sandbox on the Fintech Industry,

with a Discussion on the Relation between Regulatory Sandboxes and Open Innovation. *Journal Of Open Innovation Technology Market And Complexity*, 6(2), 43. <https://doi.org/10.3390/joitmc6020043>

Grzybowski, L., Lindlacher, V., & Mothobi, O. (2023). Mobile money and financial inclusion in Sub-Saharan Africa. *Information Economics And Policy*, 65, 101064. <https://doi.org/10.1016/j.infoecopol.2023.101064>

IFC et la Fondation MasterCard élargissent l'inclusion financière à des millions de personnes en Afrique. (2018). <https://pressroom.ifc.org/all/pages/PressDetail.aspx?ID=25829>

Inclusion financière. (s. d.). World Bank. <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/financialinclusion/overview>

Jack, W., & Suri, T. (2011). *Mobile Money: The Economics of M-PESA.* <https://doi.org/10.3386/w16721>

Kone, R. (2019). Chapitre 2. L'Afrique, particularité relative à l'inclusion financière. *Accélérer l'inclusion financière dans les pays africains: Nouvelles approches des stratégies d'inclusion financière* (pp. 35-68). Caen: EMS Editions.

Kumari, S., & Nair, J. (2022). Interswitch Drives Financial Inclusion: Can Africa's Fintech Unicorn Sustain the Momentum ? *Journal of Entrepreneurship Development*, 19(4), p49.

La Banque Mondiale. (2023). *Accélérer la transformation numérique en Afrique de l'Ouest.* <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2023/12/01/accelerating-digital-transformation-in-west-africa>

L'inclusion financière et les ODD - UN Capital Development Fund (UNCDF). (s. d.). <https://www.uncdf.org/fr/financial-inclusion-and-the-sdgs>

Lokossi, M. (2021). *A la découverte des six licornes africaines de la FinTech en 2021.* Digital

Frontiers Institute. <https://digitalfrontiersinstitute.org/a-la-decouverte-des-six-licornes-africaines-de-la-fintech-en-2021/#:~:text=En%202021%20trois%20nouvelles%20licornes,Flutterwave%2C%20Opay%20et%20Chipper%20Cash.&text=Au%20d%C3%A9but%20de%20mars%202021,vers%20l'Afrique%20du%20Nord>

Onnee, S., & Renault, S. (2013). Le financement participatif : atouts, risques et conditions de succès. *Gestion, Vol. 38(3)*, 54-65. <https://doi.org/10.3917/riges.383.0054>

Madagascar: Financial Inclusion of Vulnerable Populations in Rural Areas Through Savings Groups / *News* / *Currency Research*. (2023). <https://cbpn.currencyresearch.com/blog/2023/07/27/madagascar-financial-inclusion-of-vulnerable-populations>

Mbaloula, M. (2011). La problématique de l'émergence économique des pays en voie de développement. *Revue Congolaise de Gestion, Numéro 14(2)*, 107-118. <https://doi.org/10.3917/rcg.014.0107>

McKinsey & Company. (2022). *Fintech in Africa: The end of the beginning*. <http://dln.jaipuria.ac.in:8080/jspui/bitstream/123456789/14241/1/Fintech-in-africa-the-end-of-the-beginning.pdf>

Mondiale, L. B. (2021). Rwanda : la Banque mondiale apporte 100 millions de dollars pour accélérer la transformation numérique ; rrique. *World Bank*. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2021/12/01/world-bank-provides-100-million-to-accelerate-rwanda-s-digital-transformation>

Mothobi, O., & Kebotsamang, K. (2024). The impact of network coverage on adoption of Fintech and financial inclusion in sub-Saharan Africa. *Journal Of Economic Structures, 13(1)*. <https://doi.org/10.1186/s40008-023-00326-7>

Schmidt, J., Drews, P., & Schirmer, I. (2018). Charting the Emerging Financial Services

Ecosystem of Fintechs and Banks: Six Types of Data-Driven Business Models in the Fintech Sector. *Hawaii International Conference On System Sciences*. <https://doi.org/10.24251/hicss.2018.625>

Setiawan, K., & Maulisa, N. (2020). The Evolution of Fintech: A Regulatory Approach Perspective. *Advances In Economics, Business And Management Research*. <https://doi.org/10.2991/aebmr.k.200321.029>

Smart Africa. (2024). *Smart Africa Digital Academy reçoit une subvention de 20 millions de dollars de la Banque Mondiale pour s'étendre à l'ensemble de l'Afrique*. <https://smartafrica.org/fr/smart-africa-digital-academy-recoit-une-subvention-de-20-millions-de-dollars-de-la-banque-mondiale-pour-setendre-a-lensemble-de-lafrique/>

Siddiqui, Z., & Rivera, C. A. (2022). FinTech and FinTech ecosystem: A review of literature. *Risk Governance & Control: Financial Markets & Institutions*, 12(1), 63-73. <https://doi.org/10.22495/rgcv12i1p5>

Tidjani, M. I. A. (2020). An exploratory analysis of financial inclusion in Chad. *The European Journal Of Applied Economics*, 17(2), 34-53. <https://doi.org/10.5937/ejae17-27027>

Topic : *Fintech*. (2024, 12 juin). Statista. <https://www.statista.com/topics/2404/fintech/#topicOverview>

Weill, L. (2020). L'impact des Fintech sur la structure des marchés bancaires. *Revue D'économie Financière/Revue D'économie Financière*, N° 135(3), 181-192. <https://doi.org/10.3917/ecofi.135.0181>

World Bank Group. (2022). Financial Inclusion Support Framework (FISF). *World Bank*. <https://www.worldbank.org/en/topic/financialinclusion/brief/financial-inclusion-support-framework#:~:text=The%20Financial%20Inclusion%20Support%20Framework,achieve%20national%20financial%20inclusion%20goals>.

World Bank. (2024). *Development Projects: Sierra Leone Financial Inclusion Project*. <https://documents1.worldbank.org/curated/en/902181548039624564/pdf/Project-Appraisal-Document-PAD-Sierra-Leone-Financial-Inclusion-Project-P166601-12212018-636836184164440328.pdf>

World Economic Forum. (2017). *Internet for All. A project of The World Economic Forum's Digital Economy and Society System*. https://www3.weforum.org/docs/WEF_Internet_for_All_4_pager.pdf

Wu, Y. H., Bai, L., & Chen, X. (2022). How does the development of fintech affect financial efficiency? Evidence from China. *Economic Research-Ekonomska Istraživanja*, 36(2). <https://doi.org/10.1080/1331677x.2022.2106278>

Zavolokina, L., Mateusz, D., & Gerhard, S. (2016). FinTech – What's in a Name? *Thirty Seventh International Conference on Information Systems*.

11 Annexes

Annexe 1 : Liste des pays en voie de développement

Pays	IDH 2022	PIB par habitant 2022
Ouganda	0,550	\$ 1.080,00
Rwanda	0,548	\$ 1.000,00
Togo	0,547	\$ 919,58
Lesotho	0,521	\$ 1.100,00
Soudan	0,516	\$ 723,25
Malawi	0,508	\$ 566,79
Gambie	0,495	\$ 841,95
Liberia	0,487	\$ 749,19
Madagascar	0,487	\$ 527,76
Guinée-Bissau	0,483	\$ 905,85
Congo (RDC)	0,481	\$ 681,06
Mozambique	0,461	\$ 558,30
Sierra Leone	0,458	\$ 492,80
Burkina faso	0,438	\$ 830,45
Burundi	0,420	\$ 310,95
Mali	0,410	\$ 827,74
Tchad	0,394	\$ 942,74
Niger	0,394	\$ 592,24
Centrefrique	0,387	\$ 490,14
Soudan du Sud	0,381	\$ 550,86
Somalie	0,380	\$ 667,32

Annexe 2 : Liste des pays avec le nom des fintechs

Pays	Fintechs
Bénin	Moov Money, MTN Mobile Money
Burkina Faso	Moov Money, Orange Money, Wave, In Touch
Burundi	x
Cameroun	MTN Mobile Money, Orange Money, In Touch
Congo (RDC)	Orange Money, M-Pesa, Airtel Money
Côte d'Ivoire	Moov Money, In Touch, MTN Mobile Money, Orange Money, Wave, Paystack, Jumia
Éthiopie	x
Gambie	Orange Money
Ghana	M-Kopa, MTN Mobile Money, Flutterwave, Paystack, Chipper Cash, Jumia, Orange Money
Guinée	Orange Money, In Touch, MTN Mobile Money
Kenya	M-Kopa, In Touch, Orange Money, M-Pesa, Paystack, Chipper Cash, Jumia, Airtel Money
Libéria	Orange Money, MTN Mobile Money
Madagascar	MTN Mobile Money, Orange Money, Airtel Money
Malawi	MTN Mobile Money, Airtel Money
Mali	In Touch, Orange Money, Wave
Mauritanie	Moov Money, Orange Money
Mozambique	MTN Mobile Money, M-Pesa, In Touch
Niger	Moov Money, MTN Mobile Money, Airtel Money
Nigeria	In Touch, M-Kopa, MTN Mobile Money, Paystack, Flutterwave, Chipper Cash, Jumia, Paga, Airtel Money
Ouganda	In Touch, M-Kopa, Jumia, Chipper Cash, MTN Mobile Money, Flutterwave, Airtel Money
Rwanda	MTN Mobile Money, Paystack, Chipper Cash, Jumia, Airtel Money
Sénégal	In Touch, Orange Money, Wave, Jumia
Sierra Leone	Orange Money
Tanzanie	In Touch, M-Pesa, Flutterwave, Airtel Money
Tchad	Moov Money, Airtel Money
Togo	Moov Money
Zambia	MTN Mobile Money, Airtel Money
Zimbabwe	EcoCash

Annexe 3 : Source des données

Nom des variables	Source
PIB par habitant	https://www.imf.org/external/datamapper/NGDPDPC@WEO/OEMDC/ADVEC/WEOWOR
Niveau d'éducation de base	https://databank.worldbank.org/source/education-statistics-%5E-all-indicators
Nombre d'individus ayant accès à internet	https://databank.worldbank.org/source/education-statistics-%5E-all-indicators
Taux d'emploi	https://databank.worldbank.org/source/education-statistics-%5E-all-indicators
Stabilité politique	https://databank.worldbank.org/source/worldwide-governance-indicators
Pénétration démographique	https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators
Pénétration géographique	https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators
Taux de bancarisation	https://databank.worldbank.org/source/global-financial-inclusion
Taux d'utilisateurs de monnaies électroniques	https://databank.worldbank.org/source/global-financial-inclusion
Proportion des principales entreprises Fintech	https://www.moov-africa.ci/moov-money/ https://airtel.africa/#/ https://en.intouchgroup.net/alt-home/ https://m-kopa.com/ https://momo.mtn.com/homeland-fr/ https://orangemoney.fr/ https://www.m-pesa.africa/ https://www.wave.com/fr/ https://flutterwave.com/cm/ https://paystack.com/ https://www.chippercash.com/ https://www.ecocash.co.zw/ https://group.jumia.com/
Efficacité du gouvernement	https://databank.worldbank.org/source/worldwide-governance-indicators
Taux d'urbanisation	https://databank.worldbank.org/source/health-nutrition-and-population-statistics

Annexe 4 : Segment de la base de données

Pays	Burkina Faso				Côte d'Ivoire				Cameroun				2011
	2011	2014	2017	2021	2011	2014	2017	2021	2011	2014	2017	2021	
Annees	2011	2014	2017	2021	2011	2014	2017	2021	2011	2014	2017	2021	2011
PIB	727,484	767,569	714,64	891,781	1660,464	2115,206	2103,872	2597,625	1464,888	1604,627	1468,929	1667,318	1099,221
Internet	3	6	7,8	18,1	2,9	10	43,8	38,8	0,7	1	2,5	25,1	4,1
Stabilite	-0,555	-0,787	-0,928	-1,643	-1,406	-1,037	-1,091	-0,715	-0,662	-1,059	-1,092	-1,394	0,318
Emploi	65,761	62,812	62,406	61,650	60,197	62,719	62,610	62,434	72,231	69,555	69,391	67,944	69,975
Fintechs	0,154	0,231	0,231	0,308	0,231	0,385	0,462	0,538	0,154	0,231	0,231	0,231	0,154
Education	81,595	87,338	93,653	94,536	79,693	86,800	98,368	100,315	107,218	113,379	110,346	111,541	122,726
Acces	0,240	0,127	0,378	0,295	0,569	0,341	0,512	0,486	0,345	0,222	0,301	0,372	0,280
Utilisation	0,227	0,100	0,462	0,380	0,530	0,402	0,441	0,588	0,384	0,214	0,224	0,310	0,175

Annexe 5 : Tableau avec le nombre d'observation, la moyenne et l'écart type de chaque variable indépendante

	PIB	Internet	Stabilité	Emploi	Fintechs	Education
Count	112	112	112	112	112	112
Mean	1076.093	14.546	-0.776	64.158	0.204	105.485
Std	617.070	13.081	0.692	11.105	0.144	19.420

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN
Louvain School of Management

Place des Doyens, 1 bte L2.01.01, 1348 Louvain-la-Neuve
Boulevard Emile Devreux 6, 6000 Charleroi, Belgique
Chaussée de Binche 151, 7000 Mons, Belgique

www.uclouvain.be/lsm